

Succession en déshérence de Joséphine Van Linthout

Joséphine Van Linthout, veuve de Dupont, Paul Louis Joseph, sans profession, née à Bruxelles le 21 septembre 1904, demeurant à Rochefort, rue de l'Abattoir 3, est décédée à Dinant le 23 avril 1982, sans laisser d'héritier connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Dinant, a, par ordonnance du 8 juin 1988, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Arlon, le 27 juin 1988.

Le directeur régional de l'enregistrement,
C. Lansman.

Succession en déshérence de Wouters, Maria

Wouters, Maria Antonia Josephina Margaretha, pensionnée, fille non mariée de Wouters, Jacobus Antonius et de Hermans, Maria Joanna Hortensia, née à Eigenbilzen le 5 mars 1903, domiciliée à Bilzen, Abdijstraat 2, est décédée à Bilzen le 21 février 1986, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Tongres, a, par ordonnance du 17 mai 1988, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Hasselt, le 27 juin 1988.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
G. Strauven.

Succession en déshérence de Wynants, Suzanne Henriëtte

Wynants, Suzanne Henriëtte, pensionnée, divorcée de Luys, Laurent Henri Joseph et de Van Lierde, Albert Pierre-Louis, née à Bruxelles le 30 avril 1911, fille de Wynants, Alfred et de Crohain, Carmen, conjointes décédés, domiciliée à Ixelles, avenue E. Duray 42, est décédée à Ixelles le 18 février 1987, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 11 octobre 1988, ordonné les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 23 décembre 1988.

Le directeur,
A. Defresnes.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

30 DECEMBRE 1988. — Circulaire. — Centres publics d'aide sociale. — Election des membres du conseil de l'aide sociale

A MM. les Gouverneurs de province (pour information aux administrations communales)

Monsieur le Gouverneur,

A la suite de la modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, par la loi du 29 décembre 1988 (*Moniteur belge* 4 janvier 1989) il est apparu nécessaire d'adapter à cette modification de la loi, l'arrêté royal du 22 novembre 1976 pris en exécution de l'article 11, § 4, de la loi organique précitée. L'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 novembre 1976 a été publié au *Moniteur belge* du 4 janvier 1989.

Erfloze nalatenschap van Josephine Van Linthout

Josephine Van Linthout, weduwe van Dupont, Paul Louis Joseph, zonder beroep, geboren te Brussel op 21 september 1904, wonende te Rochefort, rue de l'Abattoir 3, is overleden te Dinant op 23 april 1982, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Dinant, bij beschikking van 8 juni 1988, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Aarlen, 27 juni 1988.

De gewestelijke directeur der registratie,
C. Lansman.

(2613)

Erfloze nalatenschap van Wouters, Maria

Wouters, Maria Antonia Josephine Margaretha, gepensioneerde, ongehuwde dochter van Wouters, Jacobus Antonius en van Hermans, Maria Joanna Hortensia, geboren te Eigenbilzen op 5 maart 1903, wonende te Bilzen, Abdijstraat 2, is overleden te Bilzen op 21 februari 1986, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, bij beschikking van 17 mei 1988, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Hasselt, 27 juni 1988.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
G. Strauven.

(2614)

Erfloze nalatenschap van Wynants, Suzanne Henriëtte

Wynants, Suzanne Henriëtte, gepensionneerd, echtgescheiden van Luys, Laurent Henri Joseph en van Van Lierde, Albert Pierre-Louis, geboren te Brussel op 30 april 1911, dochter van Wynants, Alfred en van Crohain, Carmen, overleden echtgenoten, wonende te Elsene, E. Duraylaan 42, is overleden te Elsene op 18 februari 1987, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat de inbezitstelling te bekoemen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 11 oktober 1988, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 23 december 1988.

De directeur,
A. Defresnes.

(2660)

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU**

30 DECEMBER 1988. — Omzendbrief. — Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn. — Verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn

Aan de heren Provinciegouverneurs (ter attentie van de gemeentebesturen)

Mijnheer de Gouverneur,

Ingevolge de wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, door de wet van 29 december 1988 (*Belgisch Staatsblad* van 4 januari 1989) is het noodzakelijk gebleken het koninklijk besluit van 22 november 1976 ter uitvoering van artikel 11, § 4, van voornoemde organieke wet, aan te passen aan deze wetswijziging. Het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 november 1976 werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, van 4 januari 1989.

Les présentes instructions remplacent la circulaire du 23 décembre 1976 (*Moniteur belge* du 6 janvier 1977) précisant les dispositions légales et autres règles relatives à l'élection des conseils des centres publics locaux d'aide sociale (C.P.A.S.).

Les présentes instructions ne sont toutefois pas d'application à l'élection des membres du conseil de l'aide sociale des communes visées à l'article 17 bis de la loi organique du 8 juillet 1976, tel qu'il fut introduit par la loi du 9 août 1988.

I. — Date à laquelle il doit être procédé à l'élection du conseil de l'aide sociale

Sur base de l'article 12 de la loi, l'élection des membres du conseil de l'aide sociale (C.A.S.) a lieu en séance publique le troisième lundi qui suit l'installation du conseil communal tenu de procéder à l'élection du conseil de l'aide sociale.

Par conséquent, lorsque le nouveau conseil communal issu des élections communales du 9 octobre 1988 est installé à la date du 1er janvier 1989, l'élection des membres du conseil de l'aide sociale aura lieu le lundi 16 janvier 1989; si toutefois la séance d'installation du conseil communal n'a lieu que le lundi 2 janvier 1989 ou l'un des jours suivants jusques et y compris le 8 janvier 1989 il faut procéder à l'élection du conseil de l'aide sociale le lundi 23 janvier 1989.

Dans les communes où un nouveau conseil communal ne peut encore être installé parce que la procédure de validation (décision de la députation permanente suivie d'un éventuel recours auprès du Conseil d'Etat), n'est pas terminée ou parce qu'il faut procéder à des nouvelles élections, les anciens conseillers communaux doivent continuer à exercer leur mandat, conformément à l'article 83 de la loi électorale communale. Ils n'ont cependant pas le droit d'élire les membres du conseil de l'aide sociale étant donné que seul le nouveau conseil communal est compétent à cet effet.

Quelle que soit la date à laquelle ce nouveau conseil communal est installé, l'élection des membres du conseil de l'aide sociale devra avoir lieu le troisième lundi qui suit cette date.

II. — Introduction des listes de candidats

En application de l'article 11, § 1, les candidats-membres effectifs et leurs candidats suppléants sont présentés par écrit par un ou plusieurs conseillers communaux et les candidats présentes doivent accepter cette présentation.

Bien que le législateur n'ait prévu aucune limitation en matière de présentation de candidats, l'on peut supposer que dans la pratique chaque partie politique représentée au conseil communal en délèguera un membre afin de ne présenter que le nombre de candidats que ce parti estime possible de faire passer lors de l'élection et en tout cas pas au-delà du maximum de membres dont le futur conseil sera composé conformément à l'article 6 de la loi (cfr. Chapitre III ci-après). Incontestablement ce parti tiendra aussi compte des conditions d'éligibilité et des incompatibilités dont il est question ci-après (cfr. Chapitres IV et V).

1. Contenu de l'acte de présentation.

Les articles 4 et 5 repris ci-après de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, tel que modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988 sont clairs et n'appellent dès lors aucun commentaire :

« Art. 4. L'acte de présentation indique les nom, prénoms, date de naissance, profession et résidence principale des candidats-membres effectifs et des candidats suppléants. L'acte de présentation désigne pour chaque candidat-membre effectif les candidats suppléants dans l'ordre précis où ceux-ci seront appelés à le remplacer.

L'identité de la candidate mariée ou veuve, peut être précédée du nom de son époux ou de son époux décédé.

L'acte de présentation indique également les nom, prénoms et adresse complète du ou des conseillers communaux qui font la présentation.

La déclaration d'acceptation signée par les candidats se trouve au bas de l'acte de présentation.

Art. 5. Un conseiller communal ne peut signer plus d'un acte de présentation pour la même élection.

Une même personne peut être présentée simultanément comme candidat-membre effectif et comme candidat suppléant ».

2. Date et mode d'introduction des actes de présentation.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté précité, chaque acte de présentation doit être introduit en double exemplaire à la maison communale « le dixième jour avant celui fixé pour le scrutin, de 16 à 19 heures » (par exemple le vendredi 6 janvier si l'élection des membres du conseil de l'aide sociale a lieu le 16 janvier).

Onderhavige richtlijnen vervangen de omzendbrief van 23 december 1976 (*Belgisch Staatsblad* van 6 januari 1977) houdende toelichting van de wetsbepalingen en nadere regels nopens de verkiezing van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn (O.C.M.W.'s).

Onderhavige richtlijnen zijn evenwel niet van toepassing op de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten, bedoeld in artikel 17 bis van de organieke wet van 8 juli 1976, zoals ingevoegd bij de wet van 9 augustus 1988.

I. — Datum waarop tot de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn moet worden overgegaan

Op grond van artikel 12 van de wet heeft de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn (R.M.W.) plaats in openbare vergadering de derde maandag nadat de gemeenteraad die tot de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn moet overgaan, geïnstalleerd is.

Wanneer aldus de nieuwe gemeenteraad, ontstaan uit de gemeenteraadsverkiezingen van 9 oktober 1988, geïnstalleerd wordt op 1 januari 1989, zal de verkiezing van de leden van de R.M.W. plaatsgrijpen op maandag 16 januari 1989; heeft de installatievergadering van de gemeenteraad evenwel eerst plaats op maandag 2 januari 1989, dan wordt tot de verkiezing van de R.M.W. overgegaan op maandag 23 januari 1989.

In die gemeenten waar nog geen nieuwe gemeenteraad kan worden aangesteld om reden dat de procedure voor de geldigverklaring (beslissing van de Bestendige Deputatie gevolgd door eventueel verhaal bij de Raad van State) niet beëindigd is of omdat nieuwe verkiezingen moeten gebeuren, dienen de oud-gemeenteraadsleden hun ambt verder te blijven waarnemen overeenkomstig artikel 83 van de gemeentekieswet. Zij hebben echter niet het recht de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn te verkiezen, aangezien alleen de nieuw aangestelde gemeenteraad hiertoe bevoegd is.

Welke ook de datum zij waarop die nieuwe gemeenteraad wordt geïnstalleerd, zal op de derde maandag die daarop volgt de verkiezing van de leden van de R.M.W. moeten plaatsgrijpen.

II. — Indiening van de kandidatenlijsten

Met toepassing van artikel 11, § 1, worden de kandidaat-werkende leden en hun kandidaat-opvolgers schriftelijk voorgedragen door één of meer gemeenteraadsleden en moeten de voorgestelde kandidaten hiermede instemmen.

Alhoewel de wetgever geen beperking inzake de voordracht van kandidaten heeft voorzien, mag men veronderstellen dat in de praktijk elke politieke partij, vertegenwoordigd in de gemeenteraad, een lid hiervan zal afvaardigen om slechts het aantal kandidaten voor te dragen dat zij voor zichzelf bij de verkiezing haalbaar acht en zeker niet meer dan het maximum van de leden waaruit de toekomstige raad overeenkomstig artikel 6 van de wet zal zijn samengesteld (cfr. Hoofdstuk III hierna). Zij zal ongetwijfeld terzake ook rekening houden met de voorwaarden tot verkiesbaarheid en met de overnigbaarheden waarvan verder sprake (cfr. Hoofdstukken IV en V).

1. Inhoud van de voordrachtakte.

De hiernavolgende artikelen 4 en 5 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 29 december 1988 zijn duidelijk en vergen derhalve geen nader commentaar :

« Art. 4. De voordrachtakte vermeldt de naam, de voornamen, de geboortedatum, het beroep en het hoofverblijf van de kandidaten-werkende leden en de kandidaten-opvolgers. De voordrachtakte duidt voor elke kandidaat-werkend lid de kandidaten-opvolgers aan in de precieze volgorde waarin deze zijn voorbestemd om hem te vervangen.

De identiteit van de vrouwelijke kandidaat die gehuwd of weduwe is, mag voorafgegaan worden door de naam van haar echtgenoot of overleden echtgenoot.

De voordrachtakte vermeldt eveneens de naam, de voornamen en het volledig adres van het of de gemeenteraadsleden die de voordracht doen.

De verklaring van instemming ondertekend door de kandidaten bevindt zich onderaan de voordrachtakte.

Art. 5. Een gemeenteraadslid mag niet meer dan een voordrachtakte voor dezelfde verkiezing ondertekenen.

Een zelfde persoon kan tegelijk als kandidaat werkend lid en als kandidaat-opvolger voorgedragen worden ».

2. Datum en wijze van indiening der voordrachtakten.

Overeenkomstig artikel 2 van voornoemd besluit moet elke voordrachtakte, in dubbel exemplaar, ten gemeentehuis worden ingediend « de tiende dag vóór de stemming tussen 16 en 19 uur » (bij voorbeeld op vrijdag 6 januari, indien de verkiezing van de leden van R.M.W. op 16 januari plaatsheeft).

Est compétent pour introduire l'acte de présentation, soit le conseiller communal ou un des conseillers communaux signataires, soit la personne désignée à cet effet par le ou les conseillers communaux susmentionnés.

Le bourgmestre, assisté du secrétaire communal, reçoit les actes de présentation. Il examine s'ils répondent aux dispositions des articles 4 et 5 précités et il peut recommander qu'il soient rectifiés ou complétés (cfr. article 6 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976).

Le deuxième exemplaire de l'acte de présentation est remis au déposant de l'acte, muni de l'accusé de réception signé par le bourgmestre et le secrétaire.

3. Modèle d'acte de présentation.

Bien que l'on ne soit tenu en vertu de la loi ou de la réglementation à aucune forme consacrée, il convient que l'acte de présentation soit complet.

Le formulaire A, annexé à la présente circulaire, pourrait utilement servir de modèle.

III. — Nombre de membres du conseil de l'aide sociale

1. Nombre de membres effectifs.

Le nombre de membres effectifs du conseil de l'aide sociale est, en vertu de l'article 6 de la loi du 8 juillet 1976, déterminé en fonction du nombre d'habitants de la commune qui constitue le ressort territorial du centre public d'aide sociale.

Le conseil du centre public local d'aide sociale est composé dans les communes de :

- 15 000 habitants et moins, de 9 membres effectifs;
- 15 001 à 50 000 habitants, de 11 membres effectifs;
- 50 001 à 150 000 habitants, de 13 membres effectifs;
- plus de 150 000 habitants, de 15 membres effectifs.

La détermination de la catégorie de communes à laquelle le centre public d'aide sociale appartient et par conséquent du nombre de membres en fonction du chiffre de population, ne doit pas susciter de difficulté. Il faut en effet prendre en considération, le chiffre de population qui a servi de base pour la détermination de la composition du conseil communal qui doit élire les membres du conseil de l'aide sociale (article 6, § 3 de la loi).

Pour les conseils communaux qui ont été élus lors des élections communales du 9 octobre 1988 l'on retrouve le chiffre de population de chaque commune concernée dans le tableau II annexé à l'arrêté royal du 24 juin 1988 portant classification des communes du Royaume en application de l'article 19, alinéa 2, de la loi communale et déterminant l'orthographe de leur nom (*Moniteur belge* du 6 juillet 1988).

2. Nombre de suppléants.

L'article 6 de la loi dispose que chaque membre effectif a un ou plusieurs suppléants.

La loi n'a pas expressément limité le nombre de suppléants.

De plus amples précisions concernant la désignation des suppléants sont données au chapitre VIII C de la présente circulaire.

IV. Conditions d'éligibilité (article 7 de la loi du 8 juillet 1976)

A. Énumération.

Pour pouvoir être élu membre effectif ou suppléant, le candidat doit « au jour de l'élection » satisfaire aux conditions suivantes :

1. être belge;
2. être âgé de 21 ans au moins;
3. avoir sa résidence principale dans le ressort du centre;

4. ne pas se trouver dans un des cas d'inéligibilité, prévus par l'article 66 de la loi électorale communale, tel que celui-ci a été étendu par le législateur.

B. Précisions complémentaires.

1. Nationalité.

La première condition que la loi impose est la possession de la nationalité belge. A ce sujet, il n'est pas fait de distinction entre les manières dont la nationalité est obtenue.

2. Résidence principale.

Le candidat doit avoir sa « résidence principale » dans le ressort du centre le jour de l'élection. La signification de ce terme « résidence principale » peut se retrouver dans la réglementation relative à l'inscription au registre de la population (e.a. dans l'arrêté royal du 1^{er} avril 1960, art. 4).

Bevoegd om de akte in te dienen is, hetzij het gemeenteraadslid of een van de gemeenteraadsleden die haar ondertekenden, hetzij de persoon daartoe door het of de voormelde gemeenteraadsleden aangewezen.

De burgemeester, bijgestaan door de gemeentesecretaris, neemt de voordrachtakten in ontvangst. Hij onderzoekt of zij voldoen aan de bepalingen van de hierboven vermelde artikelen 4 en 5 en hij kan de verbetering of aanvulling ervan aanbevelen (cfr. artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 november 1976).

Het tweede exemplaar van de voordrachtakte wordt aan de indiener ervan teruggegeven, nadat de burgemeester en de secretaris het als bewijs van ontvangst ondertekend hebben.

3. Model van voordrachtakte.

Alhoewel wettelijk noch reglementair aan enige geijkte vorm gebonden, hoort het dat de voordrachtakte volledig is.

Het formulier A, aan onderhavige omzendbrief als bijlage gehecht, kan nuttig als model dienen.

III. — Het aantal leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn

1. Aantal werkende leden.

Het aantal werkende leden van de R.M.W. wordt krachtens artikel 6 van de wet van 8 juli 1976 bepaald in functie van het aantal inwoners van de gemeente, die de gebiedsomschrijving van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vormt.

De raad van het plaatselijk O.C.M.W. bestaat, in gemeenten van :

- 15 000 inwoners en minder, uit 9 werkende leden;
- 15 001 tot 50 000 inwoners, uit 11 leden;
- 50 001 tot 150 000 inwoners, uit 13 werkende leden;
- meer dan 150 000 inwoners, uit 15 werkende leden.

Het vaststellen van de categorie van gemeenten waartoe het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn behoort, en derhalve van het aantal leden volgens het bevolkingscijfer kan geen moeilijkheden opleveren. Dient inderdaad in aanmerking genomen het bevolkingscijfer dat als basis gediend heeft voor het bepalen van de samenstelling van de gemeenteraad, die de leden van de R.M.W. zal kiezen (artikel 6, § 3 van de wet).

Voor de gemeenteraden die bij de gemeenteraadsverkiezingen van 9 oktober 1988 werden gekozen, vindt men het bevolkingscijfer van elke betrokken gemeente terug in de tabel II gehecht als bijlage aan het koninklijk besluit van 24 juni 1988 houdende rangschikking van de gemeenten van het Rijk bij toepassing van artikel 19, tweede lid, van de gemeentewet en tot vaststelling van de schrijfwijze van de gemeentenamen (*Belgisch Staatsblad* van 6 juli 1988).

2. Aantal opvolgers.

Zoals bepaald bij artikel 6 van de wet heeft elk werkend lid één of meer opvolgers.

De wet heeft het aantal opvolgers niet uitdrukkelijk beperkt.

Over de aanduiding van de opvolgers wordt nadere uitleg gegeven in hoofdstuk VIII C van dit rondschriften.

IV. Voorwaarden van verkiesbaarheid (artikel 7 van de wet van 8 juli 1976)

A. Opsomming.

Om tot werkend lid of tot opvolger te kunnen gekozen worden moet de kandidaat « op de dag van de verkiezing » aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. Belg zijn;
2. ten minste 21 jaar zijn;
3. zijn hoofdverblijf hebben in de gebiedsomschrijving van het centrum;

4. zich niet bevinden in één der gevallen van onverkiesbaarheid, bepaald bij artikel 66 van de gemeentekieswet en de uitbreiding hieraan door de wetgever gegeven.

B. Nadere bijzonderheden.

1. Nationaliteit.

De eerste vereiste die de wet stelt is het bezit van de Belgische nationaliteit. Ter zake wordt geen onderscheid gemaakt tussen de wijzen waarop de Belgische nationaliteit verkregen wordt.

2. Hoofdverblijf.

De kandidaat moet op de dag van de verkiezing zijn « hoofdverblijf » hebben in de gebiedsomschrijving van het centrum. Wat hierdoor wordt bedoeld kan teruggevonden worden in de reglementering betreffende de inschrijving in de bevolkingsregisters (o.a. in het koninklijk besluit van 1 april 1960, art. 4).

Si une personne a plusieurs résidences, est considéré comme résidence principale, le lieu qui est déclaré comme tel par l'intéressé au service de population de la commune. S'il a négligé de faire cette déclaration, il est présumé avoir sa résidence principale dans la commune ayant le plus grand nombre d'habitants.

Quant à la notion de « résidence principale » au sens de l'article 7 de la loi du 8 juillet 1976, on peut également se référer à la jurisprudence du Conseil d'Etat, particulièrement à l'arrêt n° 23.483 du 16 septembre 1983).

3. Cas d'exclusion (voir ci-dessus IV, A, 4).

a) Le candidat ne peut se trouver au jour de l'élection dans des cas d'inéligibilité prévus par l'article 66 de la loi électorale communale.

Cet article est rédigé comme suit : « Art. 66 (loi du 5 juillet 1976).

« Ne sont pas éligibles ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation, ceux qui sont exclus de l'électorat par l'article 6 du Code électoral et ceux qui sont frappés de la suspension des droits électoraux par application de l'article 7 du même Code.

Sans préjudice de l'application des dispositions ci-dessus, sont également inéligibles ceux qui ont été condamnés même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243, 245 à 248 du Code pénal et commises dans l'exercice de fonctions communales. Cette inéligibilité cesse douze ans après la condamnation ».

b) Ainsi qu'il apparaît à la lecture de l'alinéa 2 de l'article 66, préappellé, pour être inéligible, l'intéressé doit avoir été condamné du chef d'une des infractions prévues par cet article, « commises dans l'exercice de fonctions communales ». Ceci signifie qu'il serait cependant éligible si l'infraction en question a été commise dans l'exercice d'une fonction au service de l'Etat, d'un organisme parastatal, de la province, etc.

La loi du 8 juillet 1976 a mis fin à cette possibilité illogique en établissant que le 2^e alinéa de cet article 66 est également d'application lorsque les infractions visées par cette disposition ont été commises dans l'exercice « de toute autre fonction publique » (article 7, 2^e alinéa).

V. Incompatibilités.

Diverses situations ou activités sont considérées par la loi comme incompatibles avec l'exercice du mandat de membre du conseil de l'aide sociale.

Il ne serait pas possible, sans déborder du cadre de la présente circulaire, de préciser chacune de ces incompatibilités, de sorte qu'il faut se limiter, pour la plupart d'entre elles, à une simple énumération.

1. Incompatibilité du fait de parenté ou d'alliance avec un membre.

« Les membres effectifs du conseil de l'aide sociale ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au troisième degré, ni être unis par les liens du mariage (article 8, alinéa 1^{er}).

Il faut remarquer que cette incompatibilité n'existe qu'entre les membres effectifs. Aussi longtemps que le membre suppléant qui est parent ou allié au degré prohibé d'un membre effectif, n'est pas lui-même appelé à devenir membre effectif, la disposition préappellée n'est pas d'application.

« L'alliance entre les membres du conseil survenue postérieurement à l'élection ne met pas fin à leur mandat » (article 8, 2^e alinéa).

Par conséquent, lorsque après leur installation, un membre effectif se marie avec un autre membre effectif, aucun des deux ne pourra être déclaré déchu de son mandat puisqu'il s'agit d'une alliance qui est survenue après l'élection.

L'article 8, 3^e alinéa, indique la solution qui doit être donnée lorsque l'incompatibilité précitée se présente.

Trois cas sont prévus :

a) si des parents ou alliés au degré prohibé ou des époux sont élus comme membres effectifs lors de la même élection, l'élimination se fait conformément à l'ordre d'élection déterminé en application de l'article 15 de la loi (voir ci-après chapitre VIII, B).

b) si un parent ou allié au degré prohibé est déjà membre effectif et que l'autre devient membre du conseil par suppléance, la préférence est donnée au premier nommé;

c) s'il s'agit de personnes qui deviennent simultanément membre du conseil par suppléance, l'ordre de préférence est fixé par l'ordre d'élection des membres effectifs qu'elles sont appelées à suppléer.

2. Incompatibilité du fait de l'exercice de fonctions déterminées.

Heeft een persoon meerdere verblijven, dan wordt als zijn hoofdverblijf aangezien de plaats die als dusdanig door hem wordt aangegeven bij de bevolkingsdienst van de gemeente. Indien hij nage-laten heeft die verklaring af te leggen, wordt hij geacht zijn hoofdverblijf te hebben in de gemeente met de meeste inwoners.

In verband met het begrip « hoofdverblijf » in de zin van artikel 7 van de wet van 8 juli 1976 kan verder verwezen worden naar de rechtspraak van de Raad van State, inzonderheid arrest nr. 23.483 van 16 september 1983).

3. Gevallen van uitsluiting (zie hierboven IV, A, 4).

a) De kandidaat mag zich op de dag van de verkiezing niet bevinden in één der gevallen van onverkiesbaarheid bepaald bij artikel 66 van de gemeentekieswet.

Dit artikel luidt als volgt : « Art. 66 (wet van 5 juli 1976).

« Niet verkiesbaar zijn zij die door veroordeling ontzet zijn van het recht om gekozen te worden, zij die krachtens artikel 6 van het Kieswetboek van het kiesrecht uitgesloten zijn en zij die ingevolge artikel 7 van dat Wetboek in de uitoefening van het kiesrecht geschorst zijn.

Onverminderd de toepassing van de voormelde bepalingen zijn insgelijks onverkiesbaar zij die, zelfs met uitstel, veroordeeld zijn wegens een van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteambt. Deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling ».

b) Zoals men uit het tweede lid van bovenstaand artikel 66 kan merken, moet de betrokkene, om onverkiesbaar te zijn, veroordeeld zijn wegens een der aldaar omschreven misdrijven « gepleegd in de uitoefening van een gemeenteambt ». Dit betekent dat hij wel verkiesbaar zou zijn indien het bedoeld misdrijf zou gepleegd zijn in de uitoefening van een ambt aan de Staat, een parastatale, de provincie, enz..

De wet van 8 juli 1976 heeft aan deze onlogische mogelijkheid een einde gesteld door vast te stellen dat het tweede lid van dit artikel 66 eveneens van toepassing is wanneer de door deze bepaling bedoelde inbreuken gepleegd werden in de uitoefening van « eender welk ander openbaar ambt » (artikel 7, tweede lid).

V. Onverenigbaarheden.

Bepaalde toestanden en activiteiten worden door de wet als onverenigbaar geacht met het uitoefenen van het mandaat van lid van de raad voor maatschappelijk welzijn.

Het zou te ver leiden ieder van deze onverenigbaarheden nader uit te leggen, zodat men zich voor de meeste van hen moet beperken tot een opsomming.

1. Onverenigbaarheid wegens bloed- of aanverwantschap met een lid.

« Werkende leden van de raad voor maatschappelijk welzijn mogen geen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de derde graad, noch door de echt verbonden zijn » (artikel 8, eerste lid).

Op te merken valt dat de hier bedoelde onverenigbaarheid slechts bestaat tussen werkende leden. Tot zolang de opvolger, die bloed- of aanverwant in de verboden graad is van een werkend lid, zelf niet geroepen is om werkend lid te worden, is de bovenvermelde bepaling niet van toepassing.

« Aanverwantschap die na de verkiezing tot stand komt onder de leden van de raad, stelt geen einde aan hun mandaat » (artikel 8, tweede lid).

Bijgevolg, wanneer na hun aanstelling, een werkend lid huwt met een ander werkend lid zal geen van beiden van zijn mandaat vervallen worden verklaard daar het hier een aanverwantschap betreft die na de verkiezing is tot stand gekomen.

Artikel 8, derde lid, bepaalt de oplossing die moet gegeven worden ingeval de bovenbedoelde onverenigbaarheid zich voordoet.

Drie gevallen zijn voorzien :

a) worden bloed- of aanverwanten in de verboden graad of echtgenoten bij dezelfde verkiezing als werkend lid verkozen, dan gebeurt de eliminatie volgens het stelsel van voorrang bepaald bij artikel 15 van de wet (zie verder : hoofdstuk VIII, B);

b) is de ene bloed- of aanverwant in de verboden graad reeds werkend lid en de andere wordt lid van de raad door opvolging, dan geniet de eerstgenoemde voorrang;

c) gaat het om personen die gelijktijdig door opvolging lid van de raad worden, dan wordt de voorrang bepaald door de verkiezingsrang van de werkende leden tot wier opvolging zij geroepen worden.

2. Onverenigbaarheid wegens het uitoefenen van bepaalde functies.

L'article 9 de la loi, tel que modifié par la loi du 29 décembre 1988 dispose comme suit :

« Ne peuvent faire partie du conseil de l'aide sociale :

a) les gouverneurs de province, les députés permanents, les greffiers provinciaux et les commissaires d'arrondissement;

b) les bourgmestres et les échevins, ainsi que les membres des collèges de fédérations de communes et d'agglomérations;

c) en application des articles 293 et 300 du Code judiciaire, relatifs aux incompatibilités, les membres des cours, tribunaux, parquets et greffes;

d) les titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, conformément aux dispositions du chapitre VIII des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat relatif aux incompatibilités et à la discipline;

e) les membres du personnel de l'Etat, des communautés et des provinces qui sont chargés d'une fonction de direction et qui participent directement à l'exercice de la tutelle sur le centre public d'aide sociale intéressé, ainsi que le personnel de la commune desservie par le centre public d'aide sociale, à l'exception du personnel de l'enseignement communal;

f) les membres du personnel rémunérés par le centre, ainsi que toutes les autres personnes visées à l'article 49, § 4, qui y exercent leurs activités.

L'incompatibilité en cause doit être distinguée de l'inéligibilité par le fait que l'exercice de l'un des mandats ou de l'une des fonctions visés à l'article 9, ne constitue pas un obstacle empêchant l'intéressé d'être élu en qualité de membre du conseil de l'aide sociale. Toutefois, s'il ne donne pas sa démission dudit mandat ou de ladite fonction avant le jour de l'installation du conseil de l'aide sociale ou avant le jour où il doit commencer à exercer son mandat de membre de ce conseil, il ne peut être admis à la prestation de serment; ceci implique qu'il ne peut pas exercer ledit mandat.

L'incompatibilité dont question à l'article 9, e), tel que modifié par la loi précitée du 29 décembre 1988 est inspirée par l'idée que l'on ne peut pas à la fois être contrôleur et contrôlé ainsi que par les liens étroits qui existent entre la commune et son C.P.A.S.

Cette incompatibilité est limitée aux membres du personnel concernés de l'Etat, des communautés et des provinces qui exercent une « fonction de direction ». Il semble que la jurisprudence administrative n'y inclue que les agents du niveau 1.

En outre, cette incompatibilité exige que les membres du personnel concernés participent directement à l'exercice de la tutelle sur le centre public d'aide sociale intéressé. Cette limitation était déjà présente dans la disposition initiale de l'article 9, e) de la loi du 8 juillet 1976. Il s'agit, au sein des administrations ou des directions des affaires sociales des communautés du service de la tutelle des C.P.A.S., en ce compris le service d'inspection visé à l'article 108 de la loi du 8 juillet 1976. Au niveau provincial, il s'agit des services qui exercent la tutelle sur les décisions des C.P.A.S., en ce compris les budgets et les comptes. En vertu de l'article 21 de la loi du 8 juillet 1976, c'est à la députation permanente et au Conseil d'Etat qu'il appartient, le cas échéant, d'interpréter ces notions de « fonction de direction » et d'exercice « direct » de la tutelle sur le C.P.A.S.

Par ailleurs, une incompatibilité générale est introduite entre le mandat de membre du conseil de l'aide sociale et le personnel communal, à l'exception du personnel de l'enseignement communal.

L'exception à cette incompatibilité est, comme toute exception, à interpréter restrictivement. Par personnel de l'enseignement communal il y a lieu d'entendre les membres de ce personnel qui ont une vocation pédagogique. Il s'agit du personnel qui participe à la définition, au contrôle et à l'exercice de missions pédagogiques dans l'enseignement, c'est-à-dire respectivement les directeurs, les inspecteurs et les enseignants, les surveillants-éducateurs, etc. Ne sont donc pas visés par cette mesure d'exception, des fonctions du type : secrétariat, personnel d'entretien, concierges, etc.

Conformément au nouvel article 9, f), les membres du personnel rémunérés par le C.P.A.S. ainsi que toutes les autres personnes visées à l'article 49, § 4 qui y exercent leurs activités, ne peuvent faire partie du Conseil de l'aide sociale. La nouvelle disposition de l'article 9, f) contient une extension de la disposition modifiée.

Le nouvel article 9, f) vise, en effet, toute personne travaillant dans un établissement du C.P.A.S. à la suite d'une décision prise par le centre. L'attention est attirée dans ce contexte sur la nouvelle disposition de l'article 49, § 4, de la loi :

« § 4. La qualité de membre du personnel du centre public d'aide sociale en ce compris les personnes visées par l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infir-

Artikel 9 van de wet, zoals gewijzigd door de wet van 29 december 1988 bepaalt het volgende :

« Mogen geen deel uitmaken van de raad voor maatschappelijk welzijn :

a) de provinciegouverneurs, de leden van de bestendige deputaties, de provinciegriffiers en de arrondissementscommissarissen;

b) de burgemeesters en de schepenen, alsmede de leden van de colleges van federaties van gemeenten en agglomeraties;

c) met toepassing van de artikelen 293 en 300 van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de onverenigbaarheden, de leden van de hoven, rechtbanken, parketten en griffies;

d) de ambtsdragers bij de Raad van State, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII van de gecoördineerde wetten op de Raad van State betreffende de onverenigbaarheden en tucht;

e) de leden van het personeel van het Rijk, de gemeenschappen en de provincies die belast zijn met een leidinggevende functie en rechtstreeks deelnemen aan het uitoefenen van het toezicht op het betrokken centrum voor maatschappelijk welzijn, alsmede het personeel van de door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bediende gemeente, met uitzondering van het personeel van het gemeentelijk onderwijs;

f) de door het centrum bezoldigde personeelsleden, alsmede alle overige in artikel 49, § 4, bedoelde personen die er werkzaam zijn.

De onverenigbaarheid terzake onderscheidt zich van de onverkiesbaarheid door het feit dat het uitoefenen van een der bij artikel 9 bedoelde mandaten of ambten geen beletsel uitmaakt voor de betrokkene om als lid van de raad voor maatschappelijk welzijn te worden verkozen. Indien hij evenwel geen ontslag neemt uit gezegd mandaat of ambt vóór de dag van de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn of vóór de dag waarop hij zijn mandaat als lid van die raad moet aanvangen, mag hij niet tot de eedaflegging worden toegelaten; wat inhoudt dat hij laatstbedoeld mandaat niet kan uitoefenen.

De onverenigbaarheid waarvan sprake in artikel 9, e), zoals gewijzigd door voornoemde wet van 29 december 1988 is ingegeven door de gedachte dat men niet terzelfdertijd controleur en gecontroleerde kan zijn, evenals door de nauwe banden die bestaan tussen de gemeente en haar O.C.M.W.

Deze onverenigbaarheid is beperkt tot de betrokken personeelsleden van het Rijk, de gemeenschappen en de provincies die een « leidinggevende functie » bekleden. De administratieve rechtspraak lijkt daarbij alleen de personeelsleden van niveau 1 aan te rekenen.

Bovendien is voor deze onverenigbaarheid vereist dat de bedoelde personeelsleden rechtstreeks deelnemen aan het uitoefenen van het toezicht op het betrokken O.C.M.W. Deze beperking kwam reeds voor in de oorspronkelijke bepaling van artikel 9, e), van de wet van 8 juli 1976. Bij de besturen of directies van sociale aangelegenheden van de gemeenschappen gaat het om de dienst 'toezicht op de O.C.M.W.'s, met inbegrip van de inspectiedienst bedoeld in artikel 108 van de wet van 8 juli 1976. Op het provinciaal vlak betreft het de diensten die het toezicht uitoefenen op de beslissingen van de O.C.M.W.'s met inbegrip van de begrotingen en de rekeningen. Krachtens artikel 21 van de wet van 8 juli 1976 zullen de bestendige deputatie en de Raad van State in voorkomend geval de begrippen « leidinggevende functie » en « rechtstreeks deelnemen aan het toezicht op de O.C.M.W.'s » moeten interpreteren.

Bovendien wordt een algemene onverenigbaarheid ingevoerd tusschen het mandaat van O.C.M.W.-raadslid en het gemeentepersoneel, met uitzondering van het personeel van het gemeentelijk onderwijs.

De uitzondering op deze onverenigbaarheid moet, zoals elke uitzondering, restrictief geïnterpreteerd worden. Onder personeel van het gemeentelijk onderwijs moet worden verstaan, de leden van dit personeel die een pedagogische opdracht hebben. Hierin is begrepen het personeel dat betrokken is bij de definitie, de controle en de uitoefening van pedagogische taken in de scholen, hetzij respectievelijk : de directeurs, de inspecteurs en de leerkrachten, studiemeesters-opvoeders, enz. Vallen dus niet onder de uitzonderingsregel, soorten functies zoals : secretariaat, onderhoudspersoneel, conciërges, enz.

Overeenkomstig het nieuw artikel 9, f) kunnen de door het O.C.M.W. bezoldigde personeelsleden, alsmede alle overige in artikel 49, § 4 bedoelde personen die er werkzaam zijn, geen deel uitmaken van de raad voor maatschappelijk welzijn. De nieuwe bepaling van artikel 9, f) houdt een uitbreiding in van de gewijzigde bepaling.

Het nieuw artikel 9, f), beoogt immers eenieder die op basis van een beslissing van het centrum in een O.C.M.W.-instelling werkt. In dit verband wordt de aandacht gevestigd op de nieuwe bepaling van artikel 49, § 4 van de wet :

« § 4. De hoedanigheid van personeelslid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn met inbegrip van de personen bedoeld in het koninklijk besluit nr. 78 van

mier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, qui exercent leurs activités dans l'un des établissements ou services du centre public d'aide sociale à la suite d'une décision de l'un des organes du centre, est incompatible avec :

1° le mandat de bourgmestre ou de conseiller communal dans la commune pour laquelle le centre est compétent;

2° la qualité de membre du comité de gestion comme représentant d'une commune qui participe, conformément à l'article 109 de la loi sur les hôpitaux coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987, à la couverture des déficits de l'hôpital du centre public d'aide sociale. »

L'incompatibilité dont il est question porte dès lors tant sur les médecins, infirmières et paramédicaux statutaires ou liés par un contrat de travail que sur toutes les personnes qui exercent une fonction à temps plein ou à temps partiel, en tant qu'indépendant, dans le cadre d'un contrat d'entreprise ou d'une convention dans un service ou une institution du C.P.A.S. à la suite d'une décision individuelle et préalable prise par le centre (désignation, nomination, autorisation).

La règle de l'incompatibilité n'est toutefois pas valable pour les médecins qui exercent occasionnellement l'art de guérir dans un hôpital dit ouvert sur base d'une décision générale de l'organe compétent, et non plus pour les médecins, infirmières et paramédicaux qui, à la demande de leurs patients, effectuent des prestations dans un établissement médico-social du C.P.A.S.

3. Incompatibilité par dépassement d'un tiers de conseillers communaux.

En vertu de l'article 10 de la loi, le conseil de l'aide sociale ne peut comporter plus d'un tiers de conseillers communaux exerçant leur mandat dans le ressort du centre public d'aide sociale.

Il en résulte que dans l'hypothèse où le conseil se compose de 9 ou 11 membres, trois membres seulement peuvent être en même temps conseillers communaux; pour un conseil de 13 membres, le nombre autorisé est limité à 4 et pour un conseil de 15 membres, à cinq.

Les conseillers communaux élus comme membres en surnombre, se trouvent dans une situation d'incompatibilité et doivent, le cas échéant, être exclus.

Dans ces conditions, si dans un conseil de l'aide sociale, qui se compose de 9 membres, 4 conseillers communaux ont été élus membres, un des quatre devra céder la place à son suppléant à moins que l'un des quatre ne renonce à son mandat de conseiller communal.

Si le problème de cette incompatibilité ne trouve pas sa solution dans le sens indiqué ci-dessus, il faudra avoir recours à l'application des règles déterminées par l'article 15 de la loi. Le conseiller communal élu qui a obtenu le plus petit nombre de voix des quatre lors de l'élection du conseil de l'aide sociale, est contraint de renoncer à l'un de ses deux mandats.

Si les conseillers communaux concernés ont obtenu le même nombre de voix (parité), l'ordre de préférence fixé par l'article 15, 2° alinéa, sera appliqué afin d'aboutir à l'exclusion du conseiller communal qui a été élu en surnombre.

Cette solution est confirmée par le Conseil d'Etat (arrêt n° 3 400 du 19 mai 1954) dont la jurisprudence en la matière peut être invoquée mutatis mutandis étant donné que la loi du 10 mars 1925, elle aussi, avait fixé le nombre autorisé de conseillers communaux à un tiers du nombre total des membres de la commission d'assistance publique.

Sur base de cette même jurisprudence, il y a lieu de préciser que l'article 15 suivant lequel les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont élus, n'est d'application qu'au moment de l'élection. Par conséquent lorsque deux membres du conseil de l'aide sociale qui sont membres suppléants du conseil communal, sont désignés comme membres effectifs du conseil communal et que le conseil de l'aide sociale comprend dès lors plus d'un tiers de conseillers communaux, l'incompatibilité frappe le membre du conseil de l'aide sociale dont la désignation comme conseiller communal est la plus récente et non pas le membre qui lors de l'élection du conseil de l'aide sociale, a obtenu le plus petit nombre de voix (comparer avec l'arrêt n° 4 900 du Conseil d'Etat du 24 janvier 1956).

4. Situation du membre qui accomplit son service militaire actif.

Nous attirons l'attention sur le dernier alinéa de l'article 19 de la loi, qui est libellé comme suit :

« Lorsqu'un membre est empêché du fait de l'accomplissement de son service militaire actif, il est remplacé pendant cette période par son suppléant. Le remplacement n'est toutefois possible qu'autant que le membre à remplacer ait prêté serment. »

10 novembre 1987 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, die ingevolge een beslissing van één der organen van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hun werkzaamheden uitoefenen in één der inrichtingen of diensten van het centrum is onverenigbaar met :

1° het mandaat van burgemeester of gemeenteraadslid in de gemeente waarvoor het centrum bevoegd is;

2° het lidmaatschap van het beheerscomité als afgevaardigde van een gemeente, die overeenkomstig artikel 109 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 7 augustus 1987, bijdraagt in de tekorten van het ziekenhuis van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. »

Bedoelde onverenigbaarheid slaat derhalve zowel op de statutaire of door een arbeidsovereenkomst verbonden geneesheren, verpleegkundigen en paramedici als op alle personen die voltijds of deeltijds als zelfstandige in het kader van een aannemingscontract of een overeenkomst een functie uitoefenen in een dienst of een instelling van het O.C.M.W. als gevolg van een individuele en vooraf genomen beslissing van het centrum (aanwijzing, benoeming, toelating).

De regel van de onverenigbaarheid geldt evenwel niet voor de geneesheren die in een zogenaamd open ziekenhuis sporadisch de geneeskunst uitoefenen op basis van een algemeen besluit van het bevoegde orgaan, evenmin als voor de geneesheren, verpleegkundigen en paramedici die op verzoek van hun patiënten prestaties verlenen in een sociaal-medische instelling van het O.C.M.W.

3. Onverenigbaarheid, bij het overschrijden van één derde gemeenteraadsliden.

Op grond van artikel 10 van de wet mag de raad voor maatschappelijk welzijn ten hoogste voor één derde bestaan uit gemeenteraadsliden die hun mandaat binnen de gebiedsomschrijving van het O.C.M.W. uitoefenen.

Hieruit volgt dat ingeval de raad uit 9 of 11 leden is samengesteld, slechts drie leden hiervan terzelfdertijd gemeenteraadsliden mogen zijn; voor een raad van 13 leden is het toegelaten aantal beperkt tot vier en voor een raad van 15 leden tot vijf gemeenteraadsliden.

De in overtal als lid verkozen gemeenteraadsliden bevinden zich in een toestand van onverenigbaarheid en moeten, in voorkomend geval, worden uitgesloten.

Indien aldus in een raad voor maatschappelijk welzijn die uit negen leden bestaat, vier gemeenteraadsliden tot lid werden verkozen, zal één van de vier moeten plaats maken voor zijn opvolger, tenzij één van de vier afziet van zijn mandaat als gemeenteraadslid.

Krijgt het probleem van de hier bedoelde onverenigbaarheid geen oplossing in bovenstaande zin, dan zal men zijn toevlucht moeten nemen tot de toepassing van de regelen bepaald bij artikel 15 van de wet. Het verkozen gemeenteraadslid dat bij de verkiezing van de R.M.W. het kleinste aantal stemmen heeft behaald van de vier, is genoodzaakt om van een van de twee mandaten af te zien.

Indien de betrokken gemeenteraadsliden een gelijk aantal stemmen hebben bekomen (staking van stemmen), zal de orde van voorrang bepaald bij artikel 15, tweede lid, worden aangewend om de uitschakeling van het gemeenteraadslid dat in overtal werd verkozen, te bewerkstelligen.

Deze oplossing wordt bevestigd door de raad van State (arrest nr. 3 400 van 19 mei 1954) waarvan de rechtspraak op dit stuk mutatis mutandis kan worden ingeroepen, aangezien ook de wet van 10 maart 1925 het toegelaten aantal gemeenteraadsliden op een derde van het totaal aantal leden van de commissie van openbare onderstand bepaalde.

Op grond van die zelfde rechtspraak valt aan te stippen dat het artikel 15 luidens hetwelk de kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen, verkozen zijn, alleen van toepassing is bij de verkiezing. Wanneer aldus twee leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, die plaatsvervangende gemeenteraadsliden zijn, aangesteld worden als werkende gemeenteraadsliden en de raad voor maatschappelijk welzijn aldus voor meer dan één derde uit gemeenteraadsliden bestaat, moet de onverenigbaarheid toegepast worden op het lid van de raad voor maatschappelijk welzijn waarvan de aanstelling als gemeenteraadslid de meest recente is en niet op het lid dat bij de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn het kleinste aantal stemmen behaalde (vergelijk arrest Raad van State nr. 4 900 van 24 januari 1956).

4. Toestand van het lid dat zijn actieve militaire diensttijd vervult.

Wij vestigen de aandacht op het laatste lid van artikel 19 van de wet dat als volgt luidt :

« Is een lid verhinderd wegens de vervulling van zijn actieve militaire dienst, dan wordt hij gedurende die periode vervangen door zijn opvolger. De vervanging is evenwel slechts mogelijk nadat het te vervangen lid beëdigd werd. »

Il ressort de cette disposition qu'aucun obstacle ne s'oppose à l'élection d'un milicien comme membre du conseil d'aide sociale. Après qu'il a été nommé en cette qualité et qu'il a prêté serment, il peut, si l'accomplissement de son service militaire l'empêche d'exercer son mandat, être remplacé pendant cette période par son suppléant.

VI. — Formalités complémentaires avant le scrutin

A. Elaboration de la « liste de candidats ».

« Immédiatement après l'expiration du délai fixé pour le dépôt des actes de présentation, le bourgmestre arrête la liste des candidats et classe les candidats-membres effectifs par ordre alphabétique. Le nom de chaque candidat-membre effectif est suivi des noms des candidats suppléants dans l'ordre précis tel que mentionné dans l'acte de présentation » (article 7 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, tel que modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988).

B. Consultation et communication de la liste de candidats.

L'article 8 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 stipule :

« Les actes de présentation et la liste des candidats établie par le bourgmestre sont déposés au secrétariat communal où, à partir du sixième jour précédant celui fixé pour le scrutin, les conseillers communaux et les candidats peuvent en prendre connaissance pendant les heures de service. »

« Un exemplaire de la liste des candidats sera annexé à la lettre qui convoque les conseillers communaux à la réunion pendant laquelle l'élection aura lieu. »

C. Bulletins de vote.

Conformément à l'article 9 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, tel que modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988 :

« le bourgmestre fait imprimer ou reproduire les bulletins de vote. Ces bulletins seront de teinte et de forme identiques. Le bulletin de vote indique par ordre alphabétique les noms des candidats-membres effectifs, ainsi que les noms de leurs candidats suppléants dans l'ordre précis tel que mentionné dans l'acte de présentation. Toutefois, les cases de vote ne figurent qu'en regard des noms des candidats-membres effectifs ».

Le formulaire B, annexé à la présente circulaire, pourrait servir utilement comme modèle de bulletin de vote.

L'utilisation de ce modèle de bulletin de vote est souhaitée afin de sauvegarder le secret du vote et de prévenir des erreurs et des contestations.

D. Consultation préalable au sein de chaque parti.

Le vote plural instauré par les articles 13 et 14 de la loi organique du 8 juillet 1976, constituée une garantie pour la représentation des minorités. La concertation nécessaire des divers groupes du conseil communal quant à l'attribution de leurs votes aux divers candidats, ne peut cependant pas aboutir à une contrainte morale (cfr. mutatis mutandis la jurisprudence du Conseil d'Etat relative à l'ancien article 10 de la loi du 10 mars 1925 dans l'arrêt n° 11.812 du 20 mai 1966).

VII. L'élection

Conformément à l'article 12 de la loi organique du 8 juillet 1976, tel que modifié par la loi du 29 décembre 1988, l'élection des membres du conseil de l'aide sociale devra désormais obligatoirement avoir lieu en séance publique (voir ci-après C. 3).

A. Participation des conseillers communaux

Tous les conseillers communaux présents et régulièrement nommés participent à l'élection. Il n'existe en cette matière aucune disposition prohibitive.

Par contre, le dernier alinéa de l'article 14 de la loi du 8 juillet 1976 dispose expressément ce qui suit :

« Les conseillers communaux peuvent émettre un vote valable en faveur d'un parent ou d'un allié. »

Par conséquent un père pourrait, par exemple, émettre un vote portant sur le nom de son fils ou même sur son propre nom.

Même si le législateur a entendu que le conseil de l'aide sociale soit composé de manière telle que les différentes tendances du conseil communal y soient également représentées et si le fait d'écarter un conseiller communal lors de l'élection peut avoir pour effet qu'un groupe déterminé du conseil communal n'est pas ou pas suffisamment représenté dans le conseil de l'aide sociale, il ressort du caractère libre et secret du scrutin et du fait que la loi impose pour celui-ci une date fixe même si des conseillers communaux sont empêchés d'assister à la séance pour cause de maladie ou pour tout autre motif valable, que l'élection sera régulière même si la volonté

Uit die bepaling blijkt dat er geen beletsel is om een milicien tot lid van de raad voor maatschappelijk welzijn te kiezen. Nadat hij als dusdanig is aangesteld en zijn eed heeft afgelegd, kan hij, indien zijn dienstplicht hem verhindert zijn mandaat uit te oefenen gedurende die periode vervangen worden door zijn opvolger.

VI. — Bijkomende kiesverrichtingen voor de stemming

A. Opmaken van de « kandidatenlijst ».

« Onmiddellijk na het verstrijken van de termijn bepaald voor het neerleggen van de voordrachtakten sluit de burgemeester de kandidatenlijst af en rangschikt de kandidaten-werkende leden in alfabetische orde. De naam van elke kandidaat-werkend lid wordt gevolgd door de namen van de kandidaten-opvolgers in de precieze orde zoals vermeld in de voordrachtakte » (artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 november 1976, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 29 december 1988).

B. Inzage en mededeling van de kandidatenlijst.

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 bepaalt het volgende :

« De voordrachtakten en de door de burgemeester opgemaakte kandidatenlijst worden op de gemeentesecretarie neergelegd waar, vanaf de zesde dag vóór de stemming, de gemeenteraadsleden en de kandidaten er tijdens de diensturen kennis kunnen van nemen. »

« Een exemplaar van de kandidatenlijst dient gevoegd te worden als bijlage bij de brief die de gemeenteraadsleden oproept tot de vergadering waarop de verkiezing zal plaatshebben. »

C. Stembiljetten.

Overeenkomstig artikel 9 van het koninklijk besluit van 22 november 1976, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 29 december 1988 :

« laat de burgemeester de stembiljetten drukken of vermenigvuldigen. Deze biljetten moeten eenvormig van kleur en van formaat zijn. Het stembiljet vermeldt in alfabetische volgorde de namen van de kandidaten-werkende leden, evenals de namen van hun kandidaten-opvolgers in de precieze orde zoals vermeld in de voordrachtakte. De stemvakjes worden evenwel alleen geplaatst naast de namen van de kandidaten-werkende leden ».

Het formulier B, aan onderhavige omzendbrief als bijlage gehecht, kan nuttig als model van stembiljet dienen.

Het gebruik van dit model van stembiljet is gewenst ter vrijwaring van het stemgeheim en om vergissingen en betwistingen te voorkomen.

D. Voorafgaand overleg in de schoot van elke partij.

Het meervoudig stemrecht dat de artikelen 13 en 14 van de organieke wet van 8 juli 1976 instellen, strekt tot waarborg van de vertegenwoordiging van de minderheden. Het noodzakelijk overleg van de onderscheiden groepen van de gemeenteraad over de stemming die zij voor de verschillende kandidaten zullen aanbrengen, mag evenwel niet uitlopen op het uitoefenen van zedelijke dwang (cfr. mutatis mutandis, de rechtspraak van de Raad van State m.b.t. het vroegere artikel 10 van de wet van 10 maart 1925 in het arrest nr. 11.812 d.d. 20 mei 1966).

VII. De verkiezing

Overeenkomstig artikel 12 van de organieke wet van 8 juli 1976, zoals gewijzigd door de wet van 29 december 1988, moet de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn voortaan verplichtend in openbare vergadering plaatshebben (zie hierna C. 3).

A. Deelneming van de gemeenteraadsleden

Alle aanwezige en regelmatig aangestelde gemeenteraadsleden nemen aan de verkiezing deel. Er bestaat op dit stuk geen enkele verbodsbepaling.

Daarentegen bepaalt het laatste lid van artikel 14 van de wet van 8 juli 1976 uitdrukkelijk het volgende :

« De gemeenteraadsleden kunnen hun stem geldig uitbrengen ten gunste van een bloed- of aanverwant. »

Bijgevolg mag bijvoorbeeld een vader een stem op de naam van zijn zoon uitbrengen en zelfs op zijn eigen naam.

Hoewel de wetgever een zodanige samenstelling van de raad voor maatschappelijk welzijn gewild heeft dat de verschillende strekkingen in de gemeenteraad ook in de raad voor maatschappelijk welzijn zouden vertegenwoordigd zijn, en hoewel het weren van een gemeenteraadslid bij de verkiezing van de leden van deze raad tot gevolg kan hebben dat een bepaalde fractie van de gemeenteraad niet of niet voldoende in de raad voor maatschappelijk welzijn vertegenwoordigd is, volgt uit het feit dat de gemeenteraadsleden vrij de leden van de raad kiezen en dat de stemming geheim is en uit het feit dat de wet een vaste datum stelt voor de verkiezing, ook al zijn

du législateur, à savoir la représentation proportionnelle des différentes tendances du conseil communal, n'est pas toujours réalisée.

Il ressort de ces données, ainsi que de la diligence avec laquelle doit être instruit le contentieux relatif à la validité de l'élection, que le refus du bourgmestre d'admettre un conseiller communal au serment pour cause d'incompatibilité, celle-ci étant contestée, ne peut porter atteinte à la validité de l'élection du conseil de l'aide sociale que si le bourgmestre a agi dans le dessein d'empêcher ce conseiller communal de participer à cette élection (cfr. arrêt du Conseil d'Etat n° 18.390 du 13 juillet 1977).

B. Nombre de voix dont dispose chaque conseiller communal.

En application de l'article 13 de la loi du 8 juillet 1976, chaque conseiller communal dispose :

- de cinq voix s'il y a neuf membres à élire;
- de six voix s'il y a onze membres à élire;
- de huit voix s'il y a treize ou quinze membres à élire.

Chaque conseiller communal reçoit autant de bulletins de vote qu'il dispose de voix (article 14, 2^e alinéa de la même loi).

C. Conditions requises quant à la forme du scrutin.

1. Scrutin secret.

« L'élection des membres du conseil de l'aide sociale se fait au scrutin secret... » (article 14, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976).

Ceci signifie que le scrutin a lieu par écrit sur des bulletins de vote qui sont distribués à cette fin et pour lesquels il est prévu, afin de sauvegarder autant que possible le secret du vote, qu'ils doivent être de teinte et de forme identique (article 9 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, tel que modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988).

Le secret du scrutin, prescrit par l'article 14 de la loi du 8 juillet 1976, vise à assurer toute liberté aux électeurs lors du vote (cfr. les arrêts du Conseil d'Etat, n° 18.451 du 28 septembre 1977 et 18.572 du 23 novembre 1977).

La loi n'a pas précisé comment le secret devait être garanti. Il appartient aux autorités chargées de valider les élections d'examiner, dans chaque cas d'espèce, si les membres du conseil communal ont pu exercer leur droit de vote en toute indépendance, à l'abri de toute contrainte extérieure (cfr. Conseil d'Etat, arrêts n° 15.451 du 14 juillet 1972 et n° 15.868 du 10 mai 1973).

Le secret du scrutin est respecté dès lors que chaque membre émet son vote en secret d'une manière qui exclut l'identification de son bulletin.

Le secret n'est pas violé par le fait que les membres d'un groupe politique délibèrent avant le scrutin ou pendant une suspension de séance afin d'arrêter la meilleure manière de voter et, à cette fin, se passent des billets portant les noms de candidats en faveur desquels il y aura lieu de voter selon ce groupe politique (Conseil d'Etat, arrêt n° 15.630 du 18 décembre 1972).

« Le secret du vote a pour but de garantir la liberté de l'électeur. Cette liberté est menacée lorsque les bulletins de vote remis à un électeur sont reconnaissables de sorte qu'il peut être établi après l'élection pour quel candidat cet électeur a voté. En l'espèce, si les bulletins utilisés par un électeur étaient reconnaissables, les circonstances ayant entouré leur impression ne permettent pas de conclure que le libre choix de l'électeur aurait été compromis lorsqu'il a émis son vote » (Conseil d'Etat, arrêt n° 18.572 du 23 novembre 1977).

Des directives données aux électeurs pour les faire voter en faveur d'un candidat déterminé ne compromettent pas la liberté de leur vote. Eu égard à la pluralité du droit de vote dont dispose chaque électeur, une concertation au sein de chaque groupe politique du conseil communal, voire entre les différents groupes politiques, peut s'avérer nécessaire pour assurer à chaque groupe une représentation aussi large que possible au sein du conseil ou du moins pour éviter, autant que faire se peut, que des voix ne soient perdues.

Il n'est pas porté atteinte à la liberté de vote par le fait que les électeurs pouvaient apercevoir sans peine pour quels candidats leurs voisins avaient voté, dès lors que chaque électeur a pu soustraire son vote aux regards indiscrets (Conseil d'Etat, arrêt n° 18.451 du 28 septembre 1977, voir également arrêt n° 23.331 du 3 juin 1983).

er gemeenteraadsleden die b.v. wegens ziekte of andere geldige redenen de gemeenteraadszitting niet kunnen bijwonen, dat de verkiezing niettemin regelmatig zal zijn, zelfs indien de bedoeling van de wetgever, te weten de evenredige vertegenwoordiging in de raad voor maatschappelijk welzijn van de diverse strekkingen in de gemeenteraad niet altijd zal waar gemaakt worden.

Uit die gegevens en uit de spoed waarmee de betwistingen omtrent de geldigheid van de verkiezingen moeten worden behandeld, volgt dan ook dat de weigering van de burgemeester om de eed van een gemeenteraadslid af te nemen wegens een betwiste onverenigbaarheid de geldigheid van de verkiezingen van de raad voor maatschappelijk welzijn niet kan aantasten, tenzij de burgemeester gehandeld heeft met de bedoeling dit gemeenteraadslid te verhinderen aan de verkiezing deel te nemen (cfr. arrest van de Raad van State nr. 18.390 dd. 13 juli 1977).

B. Aantal stemmen waarover elk gemeenteraadslid beschikt.

Met toepassing van artikel 13 van de wet van 8 juli 1976 heeft elk gemeenteraadslid :

- vijf stemmen indien negen leden te verkiezen zijn;
- zes stemmen indien elf leden te verkiezen zijn;
- acht stemmen indien dertien of vijftien leden te verkiezen zijn.

Elk gemeenteraadslid ontvangt zoveel stembiljetten als hij stemmen heeft (artikel 14, tweede lid, van dezelfde wet).

C. Vormvereisten van de stemming.

1. Geheime stemming.

« De verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn geschiedt bij geheime stemming... » (artikel 14, eerste lid, van de wet van 8 juli 1976).

Dit betekent dat de stemming schriftelijk moet gebeuren op de daartoe uitgereikte stembiljetten, waarvan voorgeschreven is om het geheim van de stemming zoveel mogelijk te bewaren, dat zij eenvormig van kleur en van formaat moeten zijn (cfr. artikel 9 van het koninklijk besluit van 22 november 1976, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 29 december 1988).

Het door artikel 14 van de wet van 8 juli 1976 opgelegde geheim van de stemming is bedoeld om aan de kiezers een volledige vrijheid bij het uitbrengen van hun stem te waarborgen (cfr. de arresten van de Raad van State nr. 18.451 dd. 28 september 1977 en 18.572 dd. 23 november 1977).

De wet heeft niet bepaald hoe het geheim moet worden gewaarborgd. Het is zaak van de met de geldigverklaring van de verkiezingen belaste overheid, in elk afzonderlijk geval na te gaan of de gemeenteraadsleden hun stemrecht in volkomen onafhankelijkheid, zonder enige dwang van buiten uit, hebben kunnen uitoefenen (cfr. Raad van State, arresten nrs. 15.451 van 14 juli 1972 en 15.868 van 10 mei 1973).

Het geheim van de stemming wordt bewaard wanneer ieder lid zijn stem in het geheim uitbrengt, op een wijze die de identificatie van zijn stembriefje uitsluit.

Het geheim wordt niet geschonden wanneer vóór de stemming of tijdens een schorsing van de zitting de leden van een politieke fractie beraadslagen hoe ze het best hun stem kunnen uitbrengen en daartoe briefjes doorgeven waarop de namen vermeld zijn van de kandidaten waarvoor, volgens deze fractie, zou moeten gestemd worden (Raad van State, arrest nr. 15.630 van 18 december 1972).

« Het geheim van de stemming heeft tot doel de vrijheid van de kiezer te waarborgen. Deze vrijheid wordt bedreigd wanneer de stembiljetten die een kiezer ter hand worden gesteld herkenbaar zijn, zodat hierdoor na de verkiezing kan worden uitgemaakt voor welke kandidaat deze kiezer heeft gestemd. Hoewel terzake de stembiljetten welke door een kiezer werden gebruikt herkenbaar waren, kan uit de omstandigheden die aanleiding gaven tot het maken van die stembiljetten worden afgeleid dat de vrije keuze van de kiezer bij het uitbrengen van zijn stem niet bedreigd is geweest » (Raad van State, arrest nr. 18.572 van 23 november 1977).

Richtlijnen gegeven aan de kiezers om voor een bepaalde kandidaat te stemmen, brengen de vrijheid bij het uitbrengen van hun stem niet in het gedrang. Gelet op het meervoudig stemrecht waarover ieder kiezer beschikt, kan een overleg binnen elke politieke groep van de gemeenteraad en zelfs onder de verschillende politieke groepen onderling noodzakelijk zijn om aan iedere politieke groep de grootst mogelijke vertegenwoordiging in de raad te verzekeren of om minstens zoveel als mogelijk te vermijden dat stemmen verloren gaan.

De vrijheid bij het uitbrengen van de stem komt niet in het gedrang doordat de kiezers duidelijk konden zien voor wie hun geburen gestemd hebben, wanneer ieder kiezer het uitbrengen van zijn stem tegen onbescheiden blikken kon afschermen (Raad van State, arrest nr. 18.451 van 28 september 1977, zie ook arrest nr. 23.331 van 3 juni 1983).

Le secret du vote est violé lorsque des conseillers communaux quittent la salle de réunion, se rendant ailleurs dans la maison communale pour y remplir leur bulletin de vote. Le président de l'assemblée, ayant l'obligation de faire respecter le secret du vote, est tenu de refuser les bulletins des conseillers en cause (arrêts du Conseil d'Etat n° 3.150 du 15 février 1954). Son caractère secret exige qu'un scrutin commencé ne soit interrompu sans qu'on procède à un nouveau scrutin (arrêt du Conseil d'Etat n° 2.917 du 16 novembre 1953).

2. Manière de voter.

a) Les conseillers communaux doivent faire usage de leur droit de vote plural « en un seul tour » (article 14, 1^{er} alinéa).

Le système électoral prévu par la loi en ce qui concerne la désignation des membres du conseil de l'aide sociale, a en effet pour but de garantir la représentation des minorités au sein du conseil.

A l'article 14, alinéa 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976, les mots « en un seul tour » ne signifient pas qu'un scrutin ne puisse pas être recommencé lorsque des motifs sérieux le justifient et à condition que la liberté de l'électeur et le secret du vote continuent d'être pleinement garantis.

Lorsque l'erreur commise par un échevin a été immédiatement communiquée par celui-ci au conseil communal après qu'il eut déposé ses bulletins de vote dans l'urne, avant que le scrutin ne fût terminé et que les bulletins de vote ne fussent ouverts, les 24 membres du conseil communal présents sur les 25 ont, sur la proposition du bourgmestre, pu estimer raisonnablement qu'il y avait un motif sérieux pour organiser un second tour de scrutin (Conseil d'Etat, arrêt n° 23.383 du 20 juin 1983).

b) Conformément à l'article 14, deuxième alinéa, de la loi du 8 juillet 1976, tel que modifié par la loi du 29 décembre 1988, le conseiller communal vote sur chaque bulletin de vote qu'il a reçu pour un membre effectif. Sur chaque bulletin de vote il ne peut, dès lors, être voté que pour un seul candidat-membre effectif.

Le texte de l'actuel article 14, deuxième alinéa, prérappelé, diffère sensiblement de la disposition initiale, en ce que l'on ne votera dorénavant que pour les membres effectifs.

Du fait de l'élection des membres effectifs, les suppléants de ses membres sont également élus. Conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, tel que modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988, chaque candidat membre effectif est présenté avec ses suppléants.

« ... L'acte de présentation désigné pour chaque candidat-membre effectif, les candidats suppléants dans l'ordre précis où ceux-ci seront appelés à le remplacer ».

3. « Bureau » supervisant les opérations du scrutin et du dépouillement.

Conformément à l'article 12 de la loi du 8 juillet 1976, tel que modifié par la loi du 29 décembre 1988, l'élection des membres du conseil de l'aide sociale a lieu en « séance publique ».

L'article 10 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988, détermine ce qui suit :

« Le bourgmestre, assisté des deux conseillers communaux les moins âgés, est chargé d'assurer la bonne marche des opérations du scrutin et du dépouillement qui se déroulent en séance publique.

Le secrétaire communal assure le secrétariat et est chargé de la rédaction du procès-verbal. »

Cet article ne comporte aucune disposition prohibitive pour d'éventuels candidats. Toutefois, eu égard au principe général de droit selon lequel les candidats ne peuvent faire partie ni d'un bureau de vote ni d'un bureau de dépouillement, il paraît se recommander que le conseiller communal qui se trouve dans ce cas laisse la place au collègue le moins âgé après lui (cfr. Conseil d'Etat, arrêt n° 15.868 du 10 mai 1973, voir aussi article 13 de la loi électorale communale).

4. La technique du vote plural.

Il est nécessaire que les groupes politiques représentés au sein du conseil communal se réunissent avant l'élection pour délibérer chacun de la meilleure manière dont ils exprimeront leurs suffrages, afin d'obtenir le plus grand nombre de sièges avec les voix dont ils disposent. Chaque candidat dont l'élection est souhaitée ne devra donc recevoir que le nombre minimum de voix nécessaire à son élection.

Het geheim van de stemming wordt geschonden wanneer gemeenteraadsleden zich uit de vergaderzaal verwijderen en zich ergens anders in het gemeentehuis begeven om er hun stembrief in te vullen. De voorzitter van de vergadering, die ertoe gehouden is het geheim van de stemming te doen eerbiedigen, dient de stembrieven van de betrokken gemeenteraadsleden te weigeren (arresten van de Raad van State nr. 2.975 van 7 december 1953 en nr. 3.150 van 15 februari 1954). Het geheim van de stemming vereist dat een begonnen stemming niet mag onderbroken worden, zonder dat tot een nieuwe stemming wordt overgegaan (arrest van de Raad van State nr. 2.917 van 16 november 1953).

2. Wijze van stemmen.

a) De gemeenteraadsleden dienen van hun meervoudig stemrecht te maken « in een enkele stemronde » (artikel 14, eerste lid).

Het door de wet ingesteld verkiesingssysteem voor wat de aanduiding van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn betreft, heeft immers tot doel de vertegenwoordiging van de minderheden te waarborgen in de schoot van die raad.

De in artikel 14, eerste lid van de wet van 8 juli 1976 gebruikte woorden « in één enkele stemronde » betekenen niet dat een stemming niet mag worden overgedaan wanneer daarvoor ernstige redenen bestaan en op voorwaarde dat de vrijheid van de kiezer en het geheim van de stemming volledig gewaarborgd blijven.

Wanneer de vergissing welke door een schepen werd begaan bij het uitbrengen van zijn stemmen, onmiddellijk door hem aan de gemeenteraad werd medegedeeld nadat hij zijn stembriefjes in de stembus heeft gestopt, vooraleer de stemming beëindigd was en in alle geval vooraleer de stembriefjes waren geopend, hebben de 24 op 25 aanwezige leden van de gemeenteraad op voorstel van de burgemeester, in redelijkheid kunnen oordelen dat een ernstige reden voorhanden was om een tweede stembeurt te houden (Raad van State, arrest nr. 23.383 van 20 juni 1983).

b) Op grond van artikel 14, tweede lid, van de wet van 8 juli 1976, zoals gewijzigd door de wet van 29 december 1988, brengt het gemeenteraadslid op elk stembiljet dat hij ontvangen heeft een stem uit voor een werkend lid. Op elk stembiljet mag derhalve slechts voor één kandidaat-werkend lid worden gekozen.

De tekst van het huidig voornoemd artikel 14, tweede lid, verschilt merkkelijk van de oorspronkelijke bepaling, doordat er voortaan alleen nog voor de effectieve leden moet worden gestemd.

Door de verkiezing van de effectieve leden zijn meteen de opvolgers van die leden verkozen. Overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 november 1976, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 29 december 1988, wordt elke kandidaat-werkend lid samen met zijn opvolgers voorgedragen.

« ... De voordrachtakte duidt voor elke kandidaat-werkend lid de kandidaten-opvolgers aan in de precieze volgorde waarin deze zijn voorbestemd om hem te vervangen ».

3. « Bureau » voor de kiesverrichtingen.

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 8 juli 1976, zoals gewijzigd door de wet van 29 december 1988, heeft de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn plaats in « openbare vergadering ».

Artikel 10 van het koninklijk besluit van 22 november 1976, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1988, bepaalt het volgende :

« De burgemeester, bijgestaan door de twee jongste gemeenteraadsleden in leeftijd, is belast met het verzekeren van de goede gang van de verrichtingen van de stemming en van de stemopneming die in openbare vergadering plaatsvinden.

De gemeentesecretaris neemt het secretariaat waar en is belast met het opmaken van het proces-verbaal. »

Dit artikel houdt geen verbodsbepaling in voor eventuele kandidaten. Gelet nochtans op het algemeen rechtsbeginsel dat kandidaten geen deel mogen uitmaken van een kies- of opnemingsbureau, lijkt het aanbevolen dat het zich in dit geval bevindend gemeenteraadslid de plaats ruimt voor de collega die na hem de jongste in leeftijd is (cfr. Raad van State, arrest nr. 15.868 van 10 mei 1973, zie ook art. 13 van de gemeentekieswet).

4. De techniek van het meervoudig stemrecht.

Het is noodzakelijk dat de politieke fracties die in de schoot van de gemeenteraad vertegenwoordigd zijn, vóór de verkiezing vergaderen om er elk voor zich, over te beraadslagen hoe ze het best hun stem uitbrengen, om met de stemmen waarover ze beschikken, het grootst aantal zetels te bekomen. Op iedere kandidaat die men wil verkozen zien, zal men bijgevolg enkel het minimum aantal stemmen uitbrengen, dat nodig is om verkozen te zijn.

« Il est à remarquer que tout candidat obtenant un nombre de suffrages supérieur d'une unité ou d'une fraction au quotient de la division du nombre total des suffrages par le nombre des sièges à conférer plus un, sera certainement élu ». (circulaire du Ministère de la Justice du 11 mai 1925).

Par exemple :

Un conseil communal composé de 39 membres dispose de $39 \times 8 = 312$ voix. Ce nombre doit être divisé par 14 (13 sièges à conférer + 1). Par conséquent $312 : 14 = 23$.

Si un candidat obtient donc 24 (23 + 1) voix, il sera certainement élu.

Si chaque groupe politique se borne à attribuer à chacun de ses candidats le nombre strictement nécessaire de voix, le groupe tirera le plus grand avantage des voix dont il dispose.

Par exemple :

Commune de 9 000 à 11 999 habitants

Nombre de conseillers communaux = 21

Nombre de membres du centre d'aide sociale à élire = 9

Nombre de voix dont dispose chaque conseiller communal = 5

Nombre de voix dont dispose dès lors le conseil communal dans son ensemble = $21 \times 5 = 105$

Nombre minimum de voix exigé pour être élu = $105 : (9 + 1) = 10,5 = 11$

Supposons que le conseil communal connaisse la répartition suivante en groupes politiques :

Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D
9 membres	4	4	4

Voix dont dispose chaque groupe :

Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D
$9 \times 5 = 45$	$4 \times 5 = 20$	20	20

Nombre d'élus directs par groupe et reliquat de voix :

Groupe A	Groupe B	Groupe C	Groupe D
$45 : 11 = 4$	$20 : 11 = 1$	$20 : 11 = 1$	$20 : 11 = 1$
Reliquat : 1	Reliquat : 9	Reliquat : 9	Reliquat : 9

Par conséquent, dans le cas ci-dessus $4 + 1 + 1 + 1 = 7$ membres ont été directement élus par un nombre suffisant de voix. Deux sièges doivent encore être attribués et diverses possibilités se présentent à cet égard :

1. Supposons que chaque groupe politique agisse en toute indépendance et n'ait par conséquent conclu aucun accord avec un autre groupe.

Le reliquat d'une voix du groupe A disparaît.

Pour les groupes B, C et D, il y a parité de voix; ils entrent donc en compétition pour les deux sièges. L'attribution se fera sur base de l'ordre de préférence fixé par l'article 15 de la loi (cfr. chapitre VIII, B).

Ceci ne vaut cependant que si les 9 voix se sont portées chaque fois sur le nom d'un seul candidat.

2. S'il existe un accord entre le groupe A et, par exemple, le groupe B, en vertu duquel le groupe A reporte la voix du reliquat sur le candidat n° 2 du groupe B, ce candidat sera élu étant donné qu'il bénéficiera alors de 10 voix.

Le résultat en sera que $4 + 2 + 1 + 1 = 8$ membres sont élus directement. Seuls les groupes C et D disposent encore d'un reliquat de voix et étant donné qu'il y a parité de voix (chacun 9 voix), le siège qui est encore à conférer sera attribué à l'un de ces groupes en appliquant l'ordre de préférence fixé par l'article 15.

3. Il est également possible que, par exemple, le groupe C donne 10 voix à un premier candidat et également 10 voix à un deuxième, sans que les groupes B et D votent d'une manière différente de celle indiquée ci-dessus. Dans ce cas, les deux candidats du groupe C seront élus parce que le deuxième aura recueilli plus de voix que les deuxièmes candidats des groupes B et D. Dans ce cas, $4 + 1 + 2 + 1 = 8$ membres sont directement élus.

Un seul siège doit encore être attribué et la parité de voix ne concernera que les groupes B et D.

4. Il y a cependant lieu de remarquer que dans les hypothèses envisagées les groupes B, C et D disposent par hasard d'un nombre égal de voix qui est divisible par deux.

Supposons maintenant que les groupes B et D aient aussi décidé de voter de la même manière que le groupe C (hypothèse reprise sous le point 3 ci-dessus). Résultat : six candidats (deux de chacun des groupes précités) recueillent chacun 10 voix sur leur nom.

Dans ce cas, seul le groupe A serait assuré d'obtenir quatre sièges, cependant que pour les cinq autres sièges encore à conférer, les six

« Er dient opgemerkt dat elke kandidaat die een aantal stemmen bekomt dat met één eenheid of met een breuk de uitkomst overtreft van de deling van het totaal aantal stemmen door het aantal der te begeven zetels, vermeerderd met één, zeker zal gekozen zijn ». (omzending Ministerie van Justitie, 11 mei 1925).

Bijvoorbeeld :

Een gemeenteraad bestaande uit 39 leden beschikt over $39 \times 8 = 312$ stemmen. Dit getal moet gedeeld worden door 14 (d.w.z. 13 te begeven zetels + 1). Dus $312 : 14 = 23$.

Bijgevolg, indien een kandidaat 24 (23 + 1) stemmen bekomt, zal hij zeker verkozen zijn.

Indien elke politieke groep het er op aanlegt om aan ieder van zijn kandidaten alleen het strikte minimum aantal stemmen te geven, zal de groep het grootste voordeel halen uit de stemmen waarover hij beschikt.

Bijvoorbeeld :

Gemeente van 9 000 tot 11 999 inwoners

Aantal gemeenteraadsleden = 21

Aantal te verkiezen leden van de raad voor maatschappelijk welzijn = 9

Aantal stemmen waarover elk gemeenteraadslid beschikt = 5

Aantal stemmen waarover derhalve de gemeenteraad in zijn geheel beschikt = $21 \times 5 = 105$

Minimum aantal stemmen vereist om verkozen te worden = $105 : (9 + 1) = 10,5 = 11$

Veronderstel dat de gemeenteraad de volgende politieke verdeling heeft :

Groep A	Groep B	Groep C	Groep D
9 leden	4	4	4

Stemmen waarover elke groep beschikt :

Groep A	Groep B	Groep C	Groep D
$9 \times 5 = 45$	$4 \times 5 = 20$	20	20

Aantal rechtstreeks verkozenen per groep en stemmenoverschot :

Groep A	Groep B	Groep C	Groep D
$45 : 11 = 4$	$20 : 11 = 1$	$20 : 11 = 1$	$20 : 11 = 1$
Overschot : 1	Overschot : 9	Overschot : 9	Overschot : 9

Hier werden bijgevolg $4 + 1 + 1 + 1 = 7$ leden rechtstreeks verkozen door voldoende aantal stemmen. Nog twee zetels moeten worden toegekend en hiervoor bestaan er verschillende mogelijkheden :

1. Nemen wij aan dat iedere politieke groep volledig zelfstandig handelt en derhalve geen enkel akkoord gesloten heeft met een andere groep.

Het overschot van één stem voor groep A valt weg.

De groepen B, C en D in staking van stemmen zijnde, komen in competitie voor de twee zetels. De toekenning zal gebeuren op grond van de rangorde van voorkeur vastgesteld bij artikel 15 van de wet (cfr. hoofdstuk VIII, B).

Dit alles nochtans in de veronderstelling dat de 9 stemmen telkens op naam van één kandidaat worden uitgebracht.

2. Indien er een akkoord bestaat tussen groep A en bijvoorbeeld groep B, waarbij groep A het stemmenoverschot 1 uitbrengt op de kandidaat nr. 2 van groep B, dan zal deze kandidaat verkozen zijn, aangezien hij aldus 10 stemmen haalt.

Het resultaat hiervan is dat $4 + 2 + 1 + 1 = 8$ leden rechtstreeks verkozen zijn. Alleen de groepen C en D hebben nog een stemmenoverschot en aangezien er staking van stemmen is (elk 9 stemmen) zal de nog te begeven ene zetel aan één van die groepen worden toegekend met toepassing van de rangorde bepaald bij artikel 15.

3. Het is ook mogelijk dat, bijvoorbeeld, groep C aan één kandidaat 10 stemmen geeft en aan een tweede ook 10 stemmen zonder dat de groepen B en D anders stemmen dan zoals hierboven is aangeduid. Dan zullen de twee kandidaten van de groep C verkozen zijn omdat de tweede meer stemmen behaalde dan de tweede kandidaten van de groepen B en D. In dit geval werden $4 + 1 + 2 + 1 = 8$ leden rechtstreeks verkozen.

Slechts één zetel moet nog worden toegekend en de staking van stemmen zal alleen de groepen B en D aangaan.

4. Er moet evenwel worden opgemerkt dat in de gegeven omstandigheden de groepen B, C en D toevallig beschikken over een gelijk aantal stemmen dat deelbaar is door twee.

Veronderstellen wij nu dat ook de groepen B en D beslist hadden op dezelfde manier te stemmen als groep C (bovenstaande hypothese onder punt 3). Resultaat : zes kandidaten (twee van elk der voormelde groepen) zouden ieder 10 stemmen op hun naam hebben.

In dit geval zou slechts groep A zeker zijn van vier zetels, terwijl voor de overige nog te begeven vijf zetels de zes kandidaten van de

candidats des groupes B, C et D viendront en compétition. Un de ces candidats devra dès lors être éliminé en application de l'ordre de préférence fixé par l'article 15 de la loi.

5. Sans prétendre que la liste des arrangements possibles entre les partis est ainsi close, l'on peut enfin évoquer encore une autre possibilité : deux groupes minoritaires, par exemple les groupes C et D, sont convenus de partager ensemble les voix dont ils disposent tous deux globalement, de manière telle qu'ils sont sûrs d'obtenir ensemble trois élus directs.

Dans ce cas, la situation se présenterait comme suit :

Groupe A	Groupe B	Groupe C et D
45 : 11 = 4	20 : 11 = 1	40 : 11 = 3
Reliquat : 1	Reliquat : 9	Reliquat : 7

Résultat = 4 + 1 + 3 = 8 membres directement élus. Le dernier siège reviendrait au groupe B (le plus grand reliquat de voix).

VIII. — Résultat de l'élection

A. Dépouillement :

L'article 11 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988 est rédigé comme suit :

« Lorsque le scrutin est clos, il est procédé, séance tenante, au dépouillement.

Les bulletins valables sont classés et comptés suivant le nom du candidat-membre effectif en faveur duquel un suffrage a été exprimé.

Les bulletins blancs ou nuls sont mis de côté. »

1. Il est dès lors procédé « séance tenante » au dépouillement. Ceci veut dire que l'on y procède durant la même séance immédiatement après le scrutin.

2. « Les bulletins blancs ou nuls sont mis de côté. »

La loi du 8 juillet 1976 prévoit bien une introduction de candidatures et une présentation de candidats, de sorte que faire porter un vote sur le nom d'une personne qui ne figure pas sur la liste des candidats, doit être considéré comme nul.

Pour le reste, nous renvoyons à ce qui a été dit à propos de « la manière de voter » (cfr. chapitre VII, C, 2).

3. « Si la décision de la députation permanente en matière de validation de l'élection des membres de la commission d'assistance publique doit être notifiée au conseil communal, il n'en résulte pas que ce corps ait qualité pour contester l'éligibilité d'un membre de la commission d'assistance publique qu'il a choisi selon la procédure prévue par l'article 10 de la loi du 10 mars 1925 » (Arrêt du Conseil d'Etat, n° 11.848 du 27 mai 1966).

Cette jurisprudence est *mutatis mutandis* applicable à l'élection des membres du conseil de l'aide sociale selon la procédure fixée par l'article 14 de la loi du 8 juillet 1976.

B. Elaboration de la liste des élus :

Après le dépouillement, le bourgmestre établit la liste des membres effectifs élus et de leurs suppléants (article 12 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, tel que modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988.)

1. Ainsi que l'a fait déjà ressortir la description de « la technique du vote plural » (supra, chapitre VII, C, 4), l'article 15 précité de la loi du 8 juillet 1976, tel que modifié par la loi du 29 décembre 1988 revêt une grande importance au point de vue de l'attribution des sièges.

Cet article 15, premier, deuxième en troisième alinéa est libellé comme suit : « Sont élus en tant que membres effectifs, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

En cas de parité de voix, la préférence est accordée dans l'ordre indiqué ci-après :

1° au candidat qui, au jour de l'élection, est investi d'un mandat dans un centre public d'aide sociale. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui, sans interruption, a exercé son mandat pendant le temps le plus long;

2° au candidat qui, antérieurement, a exercé un mandat dans un centre public d'aide sociale. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui a exercé son mandat sans interruption pendant le temps le plus long et, en cas d'égalité de durée, à celui qui est sorti de charge le plus récemment;

3° au candidat qui, sans avoir atteint l'âge de soixante ans, est le plus âgé;

4° au moins âgé des candidats qui ont atteint l'âge de soixante ans.

Celui qui serait élu, mais dont l'élection serait annulée pour cause d'inéligibilité, est remplacé par son suppléant. »

groepen B, C en D in competitie komen. Een van die kandidaten zal derhalve moeten uitgeschakeld worden met toepassing van de rangorde van voorkeur bepaald bij artikel 15 van de wet.

5. Zonder te beweren dat hiermede de lijst van mogelijke afspraken tussen de partijen afgesloten is, ten slotte nog een andere mogelijkheid : twee minderheidsgroepen, bijvoorbeeld de groepen C en D, zijn overeengekomen om de stemmen, waarover zij beiden in totaal beschikken, gezamenlijk op dergelijke wijze te verdelen dat zij samen zeker 3 rechtstreeks verkozenen hebben.

De toestand zou er in dit geval als volgt uitzien :

Groep A	Groep B	Groep C en D
45 : 11 = 4	20 : 11 = 1	40 : 11 = 3
Overschot : 1	Overschot : 9	Overschot : 7

Resultaat = 4 + 1 + 3 = 8 leden rechtstreeks verkozen. De laatste zetel zou naar groep B gaan (grootste stemmenoverschot).

VIII. — Uitslag van de verkiezing

A. Stempopneming :

Artikel 11 van het koninklijk besluit van 22 november 1976, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1988 luidt als volgt :

« Wanneer de stemming gesloten is, wordt, staande de vergadering, overgegaan tot de stempopneming.

De geldige stembiljetten worden gerangschikt en geteld volgens de naam van de kandidaat-werkend lid waarvoor een stem is uitgebracht.

De blanco of ongeldige stembiljetten worden apart gelegd. »

1. De stempopneming gebeurt derhalve « staande de vergadering », dit wil zeggen dat men daartoe overgaat tijdens dezelfde vergadering onmiddellijk na de stemming.

2. « De blanco of ongeldige stembiljetten worden apart gelegd. »

De wet van 8 juli 1976 voorziet een kandidatuurstelling en voordracht van kandidaten, zodat het uitbrengen van een stem op naam van een persoon die niet op de kandidatenlijst voorkomt als ongeldig moet worden beschouwd.

Voor het overige verwijzen wij naar wat hierboven werd gezegd over de « wijze van stemmen » (cfr. hoofdstuk VII, C, 2).

3. « Hoewel de beslissing van de bestendige deputatie inzake geldigverklaring van de verkiezing der leden van de commissie van openbare onderstand aan de gemeenteraad betekend dient te worden, is de gemeenteraad daarom nog niet bevoegd om de kiesbaarheid te betwisten van een lid van de commissie van openbare onderstand dat hij gekozen heeft volgens de in artikel 10 van de wet van 10 maart 1925 omschreven procedure » (Arrest van de Raad van State, nr. 11.848 van 27 mei 1966).

Deze rechtspraak is, *mutatis mutandis*, toepasselijk op de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, volgens de procedure bepaald bij artikel 14 van de wet van 8 juli 1976.

B. Opmaken van de lijst der verkozenen :

Na de stempopneming stelt de burgemeester de lijst op van de verkozen werkende leden en van hun opvolgers (artikel 12 van het koninklijk besluit van 22 november 1976, zoals gewijzigd bij door het koninklijk besluit van 29 december 1988.)

1. Zoals reeds gebleken is bij de beschrijving van de « techniek van het meervoudig stemrecht » (supra, hoofdstuk VII, C, 4) is voornemd artikel 15 van de wet van 8 juli 1976, zoals gewijzigd door de wet van 29 december 1988 van groot belang voor de toekenning van de zetels.

Dit artikel 15, eerste, tweede en derde lid, luidt als volgt : « De kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen, zijn verkozen tot werkende leden.

Bij staking van stemmen wordt voorrang verleend in de volgende orde :

1° aan de kandidaat die, op de dag van de verkiezing, een mandaat in een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bekleedt. Zijn twee of meerdere kandidaten in dat geval, dan wordt voorrang verleend aan hem die zijn mandaat onafgebroken het langst heeft uitgeoefend;

2° aan de kandidaat die vroeger een mandaat in een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn heeft uitgeoefend. Zijn twee of meerdere kandidaten in dat geval, dan wordt de voorrang gegeven aan hem die zijn mandaat onafgebroken het langst heeft uitgeoefend en, bij gelijke duur, aan hem die het laatst is afggetreden;

3° aan de oudste kandidaat in jaren die de leeftijd van zestig jaar niet heeft bereikt;

4° aan de jongste in jaren van de kandidaten die de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt.

Wie zou verkozen zijn doch wiens verkiezing vernietigd wordt wegens onverkiesbaarheid, wordt vervangen door zijn opvolger. »

2. La préférence joue, à l'égard des diverses catégories de candidats dans l'ordre que l'article 15 indique, ce qui signifie que quand une désignation peut se faire en application d'une disposition de cet article, cette application est exclusive de l'application d'une disposition suivante ou de l'interdiction portée par celle-ci (Conseil d'Etat, arrêt n° 12.142 du 4 janvier 1967).

3. Pour la détermination de l'âge visée à l'article 15, deuxième alinéa, 3° et 4°, de la loi du 8 juillet 1976 la date de l'élection doit servir de point de départ.

« Il ressort de la combinaison des 3° et 4° de l'article 15 de la loi du 8 juillet 1976 qu'un candidat qui n'a pas atteint l'âge de soixante ans a la préférence sur le candidat qui a dépassé cet âge (arrêt du Conseil d'Etat n° 18.498 du 19 octobre 1977).

C. Les suppléants :

Ainsi qu'il a déjà été souligné (cfr. supra chapitre VII, C, 2, b), la loi du 29 décembre 1988 modifiant la loi du 8 juillet 1976 prévoit une nouvelle réglementation pour l'élection des suppléants. Dorénavant, l'on ne votera que pour les candidats membres effectifs.

Du fait de l'élection des membres effectifs, les suppléants de ces membres sont simultanément élus.

Conformément à l'article 15, quatrième alinéa, de la loi du 8 juillet 1976, tel que inséré par la loi du 29 décembre 1988 les candidats, présentés en tant que suppléants d'un membre effectif élu, sont de plein droit les suppléants du membre effectif prérappelé.

Conformément à l'article 4, premier alinéa, prérappelé de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1988, l'acte de présentation désigne pour chaque candidat-membre effectif, les candidats suppléants dans l'ordre précis où ceux-ci seront appelés à le remplacer.

D. Procès-verbal des opérations :

L'article 13 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 est libellé comme suit : « Un procès-verbal des phases successives des opérations du scrutin et du dépouillement est rédigé séance tenante : il sera transcrit au registre des procès-verbaux du conseil communal.

Il doit mentionner expressément que l'élection a eu lieu au scrutin secret. (1)

Le procès-verbal est signé par le bourgmestre, par les conseillers communaux qui l'assistent et par le secrétaire communal, ainsi que par les conseillers qui en expriment le désir. »

1. Un procès-verbal est rédigé de chaque séance du conseil communal (cfr. les articles 67 et 112 de la loi communale). L'obligation de transcrire le procès-verbal des opérations de vote au registre des procès-verbaux du conseil communal est dès lors entièrement justifiée.

2. La rédaction de ce procès-verbal se fait « séance tenante ». C'est pourquoi l'on a prévu, afin de ne pas être en contradiction avec l'article 67, dernier alinéa, de la loi communale, que les conseillers communaux qui en expriment le désir contresignent le procès-verbal.

3. Etant donné que ledit procès-verbal devra servir de document de base à la députation permanente pour l'examen de la validité de l'élection, il convient qu'un compte-rendu complet de toutes les opérations soit fait et, notamment un rapport aussi fidèle que possible des discussions et des motifs qui ont abouti à l'acceptation ou à l'invalidation des bulletins de votes contestés.

Outre la mention que l'élection a eu lieu au scrutin secret et en séance publique, le procès-verbal comprendra les données suivantes :

- nombre total de conseillers communaux et nombre de ceux qui ont pris part au vote;
- nombre de membres effectifs du conseil à élire et nombre de voix dont dispose chaque conseiller communal;
- la liste des candidats;
- nombre total de suffrages exprimés (bulletins déposés pour le dépouillement);
- nombre total de bulletins non valables ou blancs;

(1) Le remplacement — dans le texte néerlandais — des mots « dat de stemming in het geheim heeft plaatsgehad » par les mots « dat de verkiezing heeft plaatsgehad bij geheime stemming » (arrêté royal du 29 décembre 1988) a pour seul but de réaliser une meilleure concordance entre le texte néerlandais et le texte français.

2. De voorkeur wordt gegeven in de bij artikel 15 aangegeven volgorde van de verschillende weerhouden categorieën, hetgeen betekent dat wanneer een aanwijzing kan gedaan worden bij toepassing van een bepaling van dit artikel, er geen beroep meer kan of mag gedaan worden op de toepassing of de uitsluiting van een volgende bepaling (cfr. Raad van State, arrest nr. 12.142 van 4 januari 1967).

3. Voor het bepalen van de leeftijd bedoeld in artikel 15, tweede lid, 3° en 4°, van de wet van 8 juli 1976 moet de datum van de verkiezing als uitgangspunt genomen worden.

« Uit de samenlezing van het 3° en 4° van artikel 15 van de wet van 8 juli 1976 volgt dat een kandidaat die geen zestig jaar oud is voorrang heeft op een kandidaat die deze leeftijd heeft overschreden » (arrest van de Raad van State, nr. 18.498 van 19 oktober 1977).

C. De opvolgers :

Zoals reeds werd opgemerkt (cfr. supra hoofdstuk VII, C, 2, b) voorziet de wet van 29 december 1988 tot wijziging van de wet van 8 juli 1976 een nieuwe regeling voor de verkiezing van de opvolgers. Voortaan zal er immers enkel voor de kandidaat-werkende leden worden gestemd.

Met de verkiezing van de werkende leden zijn metzen de opvolgers van die leden verkozen.

Overeenkomstig artikel 15, vierde lid, van de wet van 8 juli 1976, zoals ingevoegd door de wet van 29 december 1988 zijn de kandidaten, die als opvolgers van een verkozen werkend lid worden voorgedragen, van rechtswege de opvolgers van het voornoemd lid.

Luidens voornoemd artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 november 1976, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1988 duidt de voordrachtakte voor elke kandidaat-werkend lid de kandidaten-opvolgers aan in de precieze volgorde waarin deze zijn voorbestemd om hem te vervangen.

D. Proces-verbaal van de verrichtingen :

Artikel 13 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 luidt als volgt : « Nopens het gehele verloop der verrichtingen van de stemming en van de stemopneming wordt staande de vergadering een proces-verbaal opgemaakt, dat zal worden overgeschreven in het register der notulen van de gemeenteraad.

Het moet uitdrukkelijk vermelden dat de verkiezing heeft plaatsgehad bij geheime stemming. (1)

Het proces-verbaal wordt ondertekend door de burgemeester, de gemeenteraadsleden die hem bijstaan en de gemeentesecretaris, alsmede door de gemeenteraadsleden die daartoe de wens uitdrukken. »

1. Nopens elke vergadering van de gemeenteraad wordt een proces-verbaal opgemaakt (cfr. de artikelen 67 en 112 van de gemeentewet). Het is derhalve volledig verantwoord dat ook het proces-verbaal van de kiesverrichtingen overgeschreven moet worden in het register der notulen van de gemeenteraad.

2. De redactie van dit proces-verbaal gebeurt « staande de vergadering ». Ten einde niet in strijd te zijn met het laatste lid van artikel 67 van de gemeentewet werd daarom voorzien dat de gemeenteraadsleden die daartoe de wens uitdrukken, het proces-verbaal mede-ondertekenen.

3. Aangezien het bedoeld proces-verbaal als basisdocument zal dienen voor de Bestendige Deputatie bij het onderzoek over de geldigheid van de verkiezing, hoort het dat een volledig verslag van alle verrichtingen gegeven wordt en onder meer een zo trouw mogelijke weergave van de discussies en de motieven die geleid hebben tot het aanvaarden of het ongeldig verklaren van betwiste stembiljetten.

Buiten het vermelden dat de verkiezing heeft plaatsgehad bij geheime stemming en in openbare vergadering, zal het proces-verbaal de volgende gegevens bevatten :

- totaal aantal gemeenteraadsleden en het aantal hiervan dat aan de stemming heeft deelgenomen;
- aantal te verkiezen werkende leden van de raad en aantal stemmen waarover elk gemeenteraadslid beschikt;
- de lijst van de kandidaten;
- totaal aantal uitgebracht stembiljetten, waarvan de stemopneming zal gebeuren
- totaal aantal blanco en ongeldig stembiljetten;

(1) De vervanging — in het Nederlandse tekst — van de woorden « dat de stemming in het geheim heeft plaatsgehad » door de woorden « dat de verkiezing heeft plaatsgehad bij geheime stemming » (koninklijk besluit van 29 december 1988) heeft alleen tot doel een betere overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst te bereiken.

— nombre total de bulletins annulés, remplacés pendant l'élection;

— nom, prénoms, profession, résidence principale, date de naissance et nationalité des membres effectifs élus. Nombre de voix obtenu par chacun d'eux et éventuellement la raison de la préférence en cas de parité des voix;

— nom, prénoms, profession, résidence principale, date de naissance et nationalité des suppléants, en indiquant le membre effectif élu qu'ils sont appelés à remplacer, ainsi que leur ordre de présentation et dès lors de classement;

— le cas échéant, mention des élus qui se trouvent dans une situation d'incompatibilité et la raison de celle-ci.

Un modèle de procès-verbal est annexé à la présente circulaire (formulaire C).

Rien n'empêche que déjà avant la séance le secrétaire inscrive les données qui lui sont connues (par exemple, le contenu des actes de présentation et la liste des candidats).

Par ailleurs, il n'y a aucune obligation de reprendre ce modèle de procès-verbal en entier. Si, notamment, la reproduction envisagée des actes de présentation et de la liste des candidats paraît trop compliquée, on peut y remédier en ajoutant une copie desdits documents (paraphée par les mêmes personnes qui signent le procès-verbal) et en faisant mention de ses annexes dans le rapport.

« Dès lors que n'est pas contestée la relation des opérations de scrutin telle qu'elle a été consignée dans le procès-verbal établi conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, la députation permanente doit être réputée avoir pris l'arrêté de validation en se fondant sur une délibération du conseil communal correctement reproduite » (Conseil d'Etat, n° 18.390 du 13 juillet 1977).

E. Proclamation du résultat de l'élection.

Immédiatement après la signature du procès-verbal, le bourgmestre proclame le résultat de l'élection en séance publique (cfr. article 11, § 2 de la loi et l'article 14 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976).

« La preuve de la proclamation du résultat de l'élection, prescrite par l'article 11 de la loi du 8 juillet 1976 et par l'article 14 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, ne peut être apportée que par le procès-verbal de la séance du conseil communal tel que le prescrit l'article 67 de la loi communale.

En l'absence de preuve valable de la proclamation du résultat de l'élection, le délai du recours à la députation permanente ne cours pas. La proclamation est valable même si elle est formée après que la députation permanente a validé l'élection. Le Conseil d'Etat annule d'office l'arrêté de la députation permanente (Conseil d'Etat, arrêt n° 18.573 du 23 novembre 1977, voir également l'arrêt n° 23.331 du 3 juin 1983).

IX. — Transmission du dossier à la députation permanente

De même que le premier alinéa de l'article 8 de la loi du 8 juillet 1976, l'article 15 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 dispose que le dossier de l'élection est transmis sans délai à la députation permanente. Il ajoute que l'envoi doit se faire sous pli recommandé à la poste et que le dossier comprend deux copies du procès-verbal, accompagnées des bulletins de vote, tant valables que non valables, et tous les documents nécessaires.

Tous les bulletins distribués, y compris ceux qui ont été annulés et remplacés, ainsi que les bulletins blancs, doivent être joints au dossier de l'élection.

Des documents probants devront permettre d'examiner si les membres élus répondent aux conditions d'éligibilité.

En un mot, la députation permanente devra disposer de tous les éléments pour pouvoir juger de la régularité des opérations de vote, du résultat de l'élection et de la désignation des membres effectifs, ainsi que de leurs suppléants.

« C'est à bon droit que la députation permanente annule l'élection lorsque, par le fait du conseil communal, elle est dans l'impossibilité de contrôler le résultat du dépouillement » (Arrêt du Conseil d'Etat n° 3.206 du 8 mars 1954).

Vous voudrez bien, Monsieur le Gouverneur, inviter les administrations communales de votre province à prendre connaissance avec la plus grande attention du présent commentaire, afin que l'élection des conseils de l'aide sociale puisse se faire dans les meilleures conditions.

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,

Mme M. Smet.

— total aantal vernietigde stembiljetten, die tijdens de stemming vervangen worden;

— naam, voornamen, beroep, hoofdverblijf, geboortedatum en nationaliteit van de verkozen werkende leden. Aantal stemmen door elk van hen bekomen en eventueel waarom, bij staking van stemmen, voorrang werd verleend;

— naam, voornamen, beroep, hoofdverblijf, geboortedatum en nationaliteit van de opvolgers, met aanduiding van het verkozen werkend lid van wie zij opvolger zijn, alsook van hun orde van voordracht, en dus ook van voorrang;

— in voorkomend geval, vermelding van de verkozenen die zich in een toestand van onverenigbaarheid bevinden en de reden hiervan.

Een model van proces-verbaal is aan onderhavige omzendbrief gehecht (formulier C).

Niets belet dat de secretaris reeds vóór de vergadering die gedeelten invult waarvan de gegevens hem bekend zijn (bij voorbeeld de inhoud van de voordrachtakten en de kandidatenlijst).

Er is overigens geen verplichting dit model van proces-verbaal in zijn geheel over te nemen. Indien derhalve het daarin voorziene hermenen van de voordrachtakten en van de kandidatenlijst te omslachtig zou zijn, kan dit verholpen worden door een afschrift van de bedoelde documenten (gewaarmerkt door dezelfde personen die het proces-verbaal ondertekenen) toe te voegen en van deze aangehechte stukken melding te maken in het verslag.

« Wanneer het relaas van kiesverrichtingen zoals het werd opgetekend in het proces-verbaal, dat werd opgesteld overeenkomstig artikel 13 van het koninklijk besluit van 22 november 1976, niet betwist wordt, moet de bestendige deputatie geacht worden haar besluit tot geldigverklaring van de verkiezing te hebben genomen op basis van een correct weergegeven beraadslaging van de gemeenteraad » (Raad van State, nr. 18.390 van 13 juli 1977).

E. Afkondiging van de verkiezingsuitslag.

De burgemeester kondigt de verkiezingsuitslag af in openbare zitting, onmiddellijk na de ondertekening van het proces-verbaal (cfr. artikel 11, § 2, van de wet en artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 november 1976).

« Het bewijs van de afkondiging van de verkiezingsuitslag, opgelegd door artikel 11 van de wet van 8 juli 1976 en door artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 november 1976, kan alleen blijken uit de notulen van de gemeenteraadszitting zoals die bij artikel 67 van de gemeentewet zijn voorgeschreven.

Bij ontstentenis van een geldig bewijs van de afkondiging van de verkiezingsuitslag gaat de termijn om tegen de verkiezing bezwaar in te dienen bij de bestendige deputatie niet in. Het bezwaar is geldig zelfs indien het wordt ingediend nadat de bestendige deputatie de verkiezing had geldig verklaard. De Raad van State vernietigt ambtshalve het besluit van de bestendige deputatie (Raad van State, arrest nr. 18.573 van 23 november 1977, zie ook arrest nr. 23.331 van 3 juni 1983).

IX. — Toezending van het dossier aan de bestendige deputatie

Evenzo als het eerste lid van artikel 18 van de wet van 8 juli 1976 bepaalt artikel 15 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 dat het dossier van de verkiezing onverwijld wordt doorgestuurd aan de bestendige deputatie. Het voegt eraan toe dat zulks per aangetekende zending moet gebeuren en dat het dossier twee afschriften van het proces-verbaal bevat, samen met de stembiljetten, zowel de geldige als de ongeldige, en alle nodige bewijsstukken.

Alle uitgereikte stembiljetten, ook de vernietigde die vervangen werden, en de blanco stembiljetten, moeten bij het verkiezingsdossier worden gevoegd.

Het voldoen van de verkozenen aan de voorwaarden van verkiezingsbaarheid moet kunnen worden onderzocht door middel van desbetreffende bewijsstukken.

Kortom, de bestendige deputatie zal over alle elementen moeten beschikken die haar toelaten een oordeel te vellen over de regelmatigheid van de kiesverrichtingen, over de uitslag van de stemming en over de aanduiding van de werkende leden en hun opvolgers.

« Terecht vernietigt de bestendige deputatie de verkiezing wanneer zij, door toedoen van de gemeenteraad, in de onmogelijkheid is gehouden de uitslag van de stemopneming te controleren » (Raad van State, Arrest nr. 3.206 van 8 maart 1954).

Het believe U, Mijnheer de Gouverneur, de gemeentebesturen van uw provincie uit te nodigen de grootste aandacht te willen besteden aan deze commentaar, opdat de verkiezing van de raden voor maatschappelijke welzijn in de beste omstandigheden zou kunnen verlopen.

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,

Mevr. M. Smet.

Province :

Formulaire A

Commune :

Election des Membres du Conseil de l'aide sociale
(séance du Conseil communal de) (date)

MODELE D'ACTE DE PRESENTATION DES CANDIDATS

Le(s) soussigné(s), Conseiller(s) communal(aux) qui désigne(nt)
pour introduire le présent acte, présente(nt) comme candidats à l'élection
des membres du Conseil de l'aide sociale, fixée en date du
(date).

Candidats membres effectifs par ordre alphabétique	Candidats suppléants pour chaque candidat membre effectif mentionné ci-contre, dans l'ordre dans lequel ceux-ci sont appelés à le remplacer.
<p>1. Nom :</p> <p>Prénoms :</p> <p>Date de naissance :</p> <p>Profession :</p> <p>Résidence principale :</p>	<p>1. Nom :</p> <p>Prénoms :</p> <p>Date de naissance :</p> <p>Profession :</p> <p>Résidence principale :</p> <hr/> <p>2. Nom :</p> <p>Prénoms :</p> <p>Date de naissance :</p> <p>Profession :</p> <p>Résidence principale :</p> <hr/> <p>3. Nom :</p> <p>Prénoms :</p> <p>Date de naissance :</p> <p>Profession :</p> <p>Résidence principale :</p> <hr/> <p>.....</p>
etc.	etc.

Conseiller(s) communal(aux) qui fait (font) la présentation

Nom	Prénoms	Adresse complète	Signature
.....
.....
.....

DECLARATION D'ACCEPTATION

Nous, soussignés, candidats membres effectifs et candidats suppléants présentés, dont les noms figurent ci-dessus, déclarent accepter la présentation de notre candidature.

Nom et prénoms :	Signature
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Un exemplaire de cet acte de présentation, signé par nous et remis au déposant à titre d'accusé de réception.

....., le 19..

Le secrétaire,

Le Bourgmestre,

Provincie :

Formulier A

Gemeente :

Verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn
(Gemeenteraadszitting van) (datum)

MODEL VAN VOORDRACHTAKTE VAN KANDIDATEN

Ondergetekende(n), gemeenteraadslid (-leden), die
aanwijst (aanwijzen), om deze akte in te dienen, draagt (dragen) voor als
kandidaten voor de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappe-
lijk welzijn vastgesteld op (datum).

Kandidaten-werkende leden in alfabetische volgorde	Kandidaten-opvolgers voor elk hiernaast vermeld kandidaat-werkend lid, in de volgorde waarin deze zijn voorbestemd om hem te vervangen.
1. Naam : Voornamen : Geboortedatum : Beroep : Hoofdverblijf :	1. Naam : Voornamen : Geboortedatum : Beroep : Hoofdverblijf : 2. Naam : Voornamen : Geboortedatum : Beroep : Hoofdverblijf : 3. Naam : Voornamen : Geboortedatum : Beroep : Hoofdverblijf :
enz.	enz.

Gemeenteraadslid (-leden), die de voordracht doet (doen)

Naam	Voornamen	Volledig adres	Handtekening
.....
.....
.....

VERKLARING VAN INSTEMMING

Wij ondergetekenden, voorgestelde kandidaten-werkende leden en kandidaten-opvolgers, wier namen hierboven staan, verklaren in te stemmen met onze kandidaatsstelling.

Naam en voornamen :	Handtekening
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Een exemplaar van deze voordrachtakte door ons ondertekend en teruggegeven aan de indiener ervan als bewijs van ontvangst.

....., de 19..

De secretaris,

De burgemeester,

Formulaire B

MODELE DE BULLETIN DE VOTE (*)

0	Nom et prénom Candidat - Membre effectif.	
	1	nom et prénom candidat suppléant 1
	2	nom et prénom candidat suppléant 2
	3	nom et prénom candidat suppléant 3

0	Nom et prénom Candidat - Membre effectif	
	1	nom et prénom candidat suppléant 1
	2	nom et prénom candidat suppléant 2
	3	nom et prénom candidat suppléant 3

	etc.	etc.

(*) Les noms des candidats-membres effectifs : par ordre alphabétique ; les noms de leurs candidats suppléants : dans l'ordre précis tel que mentionné dans l'acte de présentation.

Formulier B

MODEL VAN STEMBILJET (*)

0	Naam en voornaam kandidaat - werkend lid		
	1	naam en voornaam kandidaat-opvolger 1	
	2	naam en voornaam kandidaat-opvolger 2	
	3	naam en voornaam kandidaat-opvolger 3	
	
0	Naam en voornaam kandidaat - werkend lid		
	1	naam en voornaam kandidaat-opvolger 1	
	2	naam en voornaam kandidaat-opvolger 2	
	3	naam en voornaam kandidaat-opvolger 3	
	
	enz.	enz.	

(*) De namen van de kandidaten-werkende leden : in alfabetische volgorde ; de namen van hun kandidaten-opvolgers : in de precieze orde zoals vermeld in de voordrachtakte.

formulaire C

**DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAL RELATIVE A
L'ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL DU CENTRE PUBLIC
D'AIDE SOCIALE**

Province	Arrondissement	Commune
.....

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL
RELATIF A L'ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL DE L'AIDE SOCIALE
DU CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE**

Séance du(date)
Présents :bourgmestre,
.....échevins,
.....conseillers communaux et,
.....secrétaire.

N° de l'ordre du jour :
Election des membres du conseil du Centre public d'aide sociale.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'aide sociale;

Attendu que l'article 12 de cette loi dispose que l'élection des membres du conseil de l'aide sociale a lieu le troisième lundi qui suit l'installation du conseil communal;

Attendu que, conformément à l'article 6 de la loi du 8 juillet 1976 précitée, le conseil de l'aide sociale de la commune de, est composé demembres ;

Attendu que, conformément à l'article 13 de la loi du 8 juillet 1976, chacun des conseillers communaux dispose de voix ;

Vu les actes de présentation au nombre de introduits conformément aux articles 2, 4 et 5 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des Centres publics locaux d'aide sociale;

Attendu que, respectivement, ces actes présentent les candidats mentionnés ci-après et sont signés par les conseillers communaux suivants :

1. (reprendre ici, de chaque acte de présentation, le nom des candidats-membres effectifs et de leurs candidats suppléants, ainsi que le nom des conseillers communaux qui ont fait la présentation).
2.
3.

Vu la liste des candidats arrêtée par le bourgmestre, conformément à l'article 7 de l'arrêté royal précité, sur base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

.....

(reprendre ici la liste des candidats).

Constate que et conseillers communaux (les deux moins âgés) assistent le bourgmestre dans les opérations du scrutin et du dépouillement (article 10 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976);

Procède en séance publique et au scrutin secret à l'élection des membres effectifs et de leurs suppléants du conseil de l'aide sociale.

Il y a votants ayant reçu chacun bulletins.
..... bulletins sont remis au bourgmestre et aux assesseurs.

ou

(..... bulletins ont été retirés de l'urne).

Le dépouillement de ces bulletins donne le résultat suivant :

..... bulletins nuls;
 bulletins blancs;
 bulletins valables.

Les suffrages exprimés sur ces bulletins valables sont attribués comme suit :

Nom et prénom des candidats-membres effectifs	Nombre de voix obtenues
..... etc... etc...
Total des suffrages :

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés (voir si les votes ne concernent que des personnes reprises sur la liste des candidats. Dans le cas contraire, le constater et ne pas déclarer élu l'intéressé).

Constate que, candidats-membres effectifs ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages sont élus.

Constate que, candidats-membres effectifs en raison d'une parité de voix doivent être départagés conformément à l'article 15 de la loi du 8 juillet 1976.

Vu (préciser la manière d'appliquer dans le cas concret l'article 15, alinéa 2 de la loi), doit être préféré.

Par conséquent le bourgmestre constate que :

<p>sont élus membres effectifs du conseil de l'aide sociale :</p>	<p>les candidats, présentés comme suppléants pour chaque membre effectif élu, mentionné en regard, sont de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation les suppléants de ces membres effectifs élus.</p>
<p>1</p>	<p>1 2 3</p>
<p>etc...</p>	<p>etc...</p>

Observe que les conditions d'éligibilité sont réunies (1) par :

- les candidats-membres effectifs élus.
 Eventuellement : à l'exception de qui ne remplit pas la condition (âge, résidence, nationalité, inéligibilité - article 7 de la loi du 8 juillet 1976);
- les candidats suppléants de plein droit, de ces candidats-membres effectifs élus.
 Eventuellement : à l'exception de qui ne remplit pas la condition

Observe que (2) :

- Aucun membre effectif ne se trouve dans un cas d'incompatibilité prévu par la loi du 8 juillet 1976.

ou :

1. Les membres effectifs ci-après se trouvent dans un cas d'incompatibilité prévu par l'article 8 de la loi du 8 juillet 1976 (parenté ou alliance) : et

Dès lors, le membre ne pourra pas être admis au serment (voir alinéa 3 de l'article 8) :
, suppléant prendra sa place.

-
- (1) Si un candidat élu ne remplit pas les conditions d'éligibilité, le conseil communal ne peut revenir sur son élection. La députation permanente (et en seconde instance éventuelle le Conseil d'Etat) seule peut annuler l'élection irrégulière.
 - (2) En ce qui concerne les incompatibilités, le conseil ne fait qu'un simple relevé de ces incompatibilités car ces dernières n'existent en réalité qu'au jour de l'entrée en fonction du conseil, en fait au moment de la prestation de serment. Les intéressés ont donc la possibilité de choisir entre les fonctions incompatibles jusqu'à leur prestation de serment le jour de l'installation du conseil de l'aide sociale.

2. Les membres effectifs suivants se trouvent dans un cas d'incompatibilité énoncé à l'article 9 de la loi du 8 juillet 1976 (incompatibilité de fonctions: il y a lieu de préciser l'alinéa visé et la fonction incompatible).

.....
.....

Dès lors, ceux de ces membres élus qui continueront à se trouver dans ce cas d'incompatibilité ne pourront être admis au serment. Leurs premiers suppléants prendront donc leur place sauf toutefois qui se trouve lui-même dans un cas d'incompatibilité prévu par l'article de la loi du 8 juillet 1976.

3. Le nombre de conseillers communaux élus dépassant le maximum du tiers prévu par l'article 10 de la loi du 8 juillet 1976, les membres effectifs ci-après se trouvent, selon l'ordre d'élection déterminé en application de l'article 15 de la loi précitée, dans un cas d'incompatibilité :

.....
.....

Dès lors, sauf désistement de leur fonction de conseiller communal, ils ne pourront pas être admis à la prestation de serment et leurs premiers suppléants prendront leur place. (Eventuellement: le premier suppléant de, étant lui-même dans un cas d'incompatibilité prévu par l'article de la loi du 8 juillet 1976, si aucun désistement n'a lieu, le deuxième suppléant sera admis au serment).

*

* *

La présente délibération sera adressée en deux expéditions à la députation permanente du conseil provincial, conformément à l'article 18 de la loi du 8 juillet 1976, organique des Centres publics d'aide sociale et à l'article 15 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976, relatif à l'élection des membres des conseils des Centres publics locaux d'aide sociale,

Par le conseil :

Le Secrétaire, Les Conseillers Communaux assesseurs, Le Bourgmestre,

(Eventuellement signature d'autres conseillers qui en expriment le désir).

Formulier C

**BESLUIT VAN DE GEMEENTERAAD BETREFFENDE DE VERKIEZING
VAN DE LEDEN VAN DE RAAD VAN HET OPENBAAR CENTRUM VOOR
MAATSCHAPPELIJK WELZIJN.**

Provincie	Arrondissement	Gemeente
.....

**UITTREKSEL UIT DE NOTULEN VAN DE GEMEENTERAAD BETREFFENDE
DE VERKIEZING VAN DE LEDEN VAN DE RAAD VAN HET OPENBAAR
CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN.**

Vergadering van	(datum)
Aanwezig	burgemeester
.....	schepenen
.....	raadsleden, en
.....	secretaris

Punt van de agenda : verkiezing van de leden van de raad van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De gemeenteraad,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ;

Overwegende dat artikel 12 van deze wet bepaalt dat de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn plaatsheeft de derde maandag die volgt op de installatie van de gemeenteraad ;

Overwegende dat de raad voor maatschappelijk welzijn van de gemeente overeenkomstig artikel 6 van de wet van 8 juli 1976, samengesteld is uit leden ;

Overwegende dat elk van de gemeenteraadsleden overeenkomstig artikel 13, van de wet van 8 juli 1976 beschikt over stemmen ;

Gelet op de voordrachtakten ten getalle van ingediend overeenkomstig de artikelen 2, 4 en 5 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezingen van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn ;

Overwegende dat, respectievelijk, deze akten de hierna vermelde kandidaten voordragen en ondertekend zijn door de volgende gemeenteraadsleden :

1. (Hier, uit elke voordrachtakte, de namen van de kandidaten-werkende leden en hun kandidaten opvolgers vermelden, alsmede de namen van de gemeenteraadsleden die de voordracht deden).

2.

3.

Gelet op de kandidatenlijst door de burgemeester opgemaakt, overeenkomstig artikel 7 van het voornoemd koninklijk besluit, op grond van gezegde voordrachtakten en luidend als volgt :

.....

(Hier de kandidatenlijst hernemen)

Stelt vast, dat en, gemeenteraadsleden (de twee jongste in leeftijd), de burgemeester bijstaan bij de verrichtingen van de stemming en van de stemopneming (artikel 10 van het koninklijk besluit van 22 november 1976) ;

Gaat in openbare vergadering en bij geheime stemming over tot de verkiezing van de werkende leden en hun opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn.

..... raadsleden nemen deel aan de stemming en ontvangen ieder stembiljetten.

..... stembiljetten worden overhandigd aan de burgemeester en zijn bijzitters.

of

(..... stembiljetten werden in de stembus aangetroffen).

De stemopneming van deze biljetten geeft volgend resultaat :

..... nietige stembiljetten
 blanco stembiljetten
 geldige stembiljetten

De op deze geldige stembiljetten uitgebrachte stemmen werden toegekend als volgt :

Naam en voornaam van de kandidaat-werkende leden.	Aantal bekomen stemmen
..... enz enz
Totaal aantal stemmen :

Stelt vast dat de stemmen werden uitgebracht op naam van regelmatig voorgedragen kandidaten-werkende leden (nagaan of de stemmen uitsluitend werden uitgebracht op naam van personen vermeld op de kandidatenlijst. In tegenovergesteld geval moet dit worden vastgesteld en mag de betrokkene niet verkozen worden verklaard).

Stelt vast dat kandidaten-werkende leden, die het grootste aantal stemmen hebben bekomen, verkozen worden.

Stelt vast dat tussen kandidaten-werkende leden wegens staking van stemmen een keuze moet worden gegaan overeenkomstig artikel 15 van de wet van 8 juli 1976.

Gelet op (concreet geval van artikel 15, 2° alinea, van de wet aanhalen, dat moet worden toegepast), wordt voorrang verleend aan

Bijgevolg stelt de burgemeester vast dat :

<p>verkozen zijn tot werkend lid van de raad van maatschappelijk welzijn :</p>	<p>de kandidaten, die als opvolgers voor elk hier-naast vermeld verkozen werkend lid werden voorgedragen, van rechtswege en in de volgorde van de voordrachtakte de opvolgers zijn van deze verkozen werkende leden.</p>
<p>1.</p>	<p>1. 2. 3.</p>
<p>enz ...</p>	<p>enz</p>

Stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden (1), vervuld zijn door :

- de verkozen kandidaat-werkende leden.
Eventueel : met uitzondering van, die de voorwaarde van (leeftijd, verblijf, nationaliteit, onverkiesbaarheid, artikel 7 van de wet van 8 juli 1976), niet vervult.
- de kandidaten, van rechtswege de opvolgers van deze kandidaat-werkende leden.
Eventueel : met uitzondering van, die de voorwaarde van niet vervult.

(1) Wanneer een verkozen kandidaat de verkiesbaarheidsvoorwaarden niet vervult, kan de gemeenteraad niet terugkomen op zijn verkiezing. Alleen de bestendige deputatie (en in beroep eventueel de Raad van State) kan een onregelmatige verkiezing vernietigen.

Stelt vast dat (2) :

- Geen enkel werkend lid zich bevindt in een van de gevallen van overenigbaarheid bepaald door de wet van 8 juli 1976.

of :

1. Navermelde werkende leden zich bevinden in een geval van overenigbaarheid vermeld in artikel 8 van de wet van 8 juli 1976 (bloed- en aanverwantschap),

 en

Bijgevolg kan niet tot eedaflegging worden toegelaten : opvolger, zal zijn plaats innemen (zie artikel 8, lid 3).

2. Navermelde werkende leden zich bevinden in een geval van onverenigbaarheden vermeld in artikel 9 van de wet van 8 juli 1976 (onverenigbaarheid met ambten ; het is aangewezen de betrokkene alinea en het onverenigbare ambt te vermelden)

Bijgevolg kunnen deze verkozen leden niet tot de eedaflegging worden toegelaten wanneer zij het onverenigbare ambt blijven uitoefenen. Hun eerste opvolger zal bijgevolg hun plaats innemen met uitzondering van die zelf in een geval van onverenigbaarheid verkeert, bedoeld bij artikel van de wet van 8 juli 1976.

(2) Inzake de onverenigbaarheden maakt de raad slechts een gewone opsomming. De onverenigbaarheden moeten immers nog bestaan op het ogenblik van de eedaflegging om de installatie van het betrokken lid te verhinderen. De betrokkenen kunnen dus kiezen tussen de onverenigbare ambten tot op het ogenblik van hun eedaflegging op de dag van de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn.

3. Aangezien het aantal verkozen gemeenteraadsleden het maximum van een derde overschrijdt, voorzien bij artikel 10 van de wet van 8 juli 1976, navermelde werkende leden zich bevinden in een geval van onverenigbaarheid volgens de verkiezingsrang bepaald met toepassing van artikel 15 van voornoemde wet :

.....

.....

Bijgevolg kunnen zij, behoudens afstand van hun mandaat van gemeenteraadslid, niet tot de eedaflegging worden toegelaten en wordt hun plaats ingenomen door hun eerste opvolger. (Gebeurlijk : vermits de eerste opvolger van eveneens verkeert in een geval van onverenigbaarheid vermeld in artikel van de wet van 8 juli 1976 en geen afstand werd gedaan, zal de tweede opvolger tot de eedaflegging worden toegelaten).

*

*

*

Dit proces-verbaal zal overeenkomstig artikel 18 van de wet 8 juli 1976 en artikel 15 van het K.B. van 22 november 1976 betreffende de verkiezing van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn in dubbel exemplaar naar de bestendige deputatie worden gezonden.

Namens de Gemeenteraad :
 De Secretaris, De Raadsleden-bijzitters, De Burgemeester,

(eventueel ondertekenen ook de andere gemeenteraadsleden die daartoe de wens hebben uitgedrukt).